

ANALYSE DES RÉSULTATS SCOLAIRES DU PRIMAIRE DANS LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE NIAMEY

Daniel BARRETEAU, Aboubacar SOULEY

RÉSUMÉ

Les résultats au Certificat de fin d'étude du premier degré dans la Communauté Urbaine de Niamey sont analysés sur neuf ans (1986-1994). Des comparaisons sont effectuées entre les différents types d'écoles primaires : écoles publiques par opposition aux écoles privées, d'une part, écoles de type traditionnel (en français) par opposition aux écoles franco-arabes et aux écoles expérimentales (hausa-français, zarma-français), d'autre part. Recherchant les causes des échecs et les facteurs de rendement, une attention particulière est portée sur les effectifs au CM2, sur les taux d'exclusion et sur l'ancienneté des établissements, autant de traits qui peuvent être considérés comme indicateurs des rendements scolaires. Les positions des inspecteurs ainsi que les commentaires de quelques directeurs d'école et parents d'élèves ont été rapportés : ils étaient interrogés sur les raisons des échecs ou des réussites scolaires.

Des recommandations sont formulées dans la conclusion : elles visent surtout à améliorer la qualité de l'enseignement, à mieux insérer l'école fondamentale dans la vie économique et socio-culturelle, à insuffler une nouvelle dynamique à un système éducatif où, visiblement, trop de maillons sont défailants.

En annexe, on trouvera divers tableaux sur les résultats au CFEPD, les effectifs au CM2, les taux d'exclusion et les années de création des différentes écoles de la Communauté Urbaine de Niamey. Enfin un classement des écoles est opéré d'après les moyennes au CFEPD sur neuf ans.

MOTS-CLÉS

système éducatif, résultats scolaires, école primaire, effectifs, exclusion, ancienneté, Communauté Urbaine de Niamey.

Cette étude vise à analyser les résultats au Certificat de fin d'étude du premier degré (CFEPD) dans la Communauté Urbaine de Niamey (C.U.N.), sur les neuf années passées (1986-1994), à déterminer les causes des échecs et les facteurs de rendement¹. On effectuera des comparaisons entre les différents types d'écoles primaires : écoles publiques par opposition aux privées, d'une part, écoles de type traditionnel (en français) par opposition aux écoles franco-arabes et aux écoles expérimentales (hausa-français, zarma-français), d'autre part. Notre attention se portera sur l'évolution des effectifs au Cours Moyen 2 (CM2), sur les taux d'exclusion (renvoi de l'école lorsqu'un élève a déjà redoublé deux fois dans le premier cycle) et sur l'ancienneté des établissements, autant de traits que l'on essaiera d'analyser comme indicateurs des échecs scolaires. Nous rapporterons les positions des inspecteurs ainsi que les commentaires des quelques directeurs d'école et parents d'élèves que nous avons rencontrés : nous les avons interrogés afin de connaître leurs points de vue sur les raisons des échecs ou des réussites scolaires.

La Direction régionale de l'enseignement et de la recherche (D.R.E.R.) de la Communauté Urbaine de Niamey supervise cinq Inspections de l'enseignement du premier degré (I.E.P.D.) : ex-District II, ex-District III, ex-District IV, ex-District V et Inspection franco-arabe. Sans compter les 3 écoles spéciales (école des sourds, école des aveugles et centre éducatif du musée), non considérées dans la suite de cette étude (elles totalisent 261 élèves), on dénombre 150 écoles primaires, dont 113 écoles publiques (75,3%) et 37 écoles privées (24,7%); 118 écoles "traditionnelles", où l'enseignement se fait en langue française (78,7%), 30 écoles franco-arabes (20%) et 2 écoles expérimentales (1,3%), l'une en hausa et l'autre en zarma. Le total des effectifs en 93-94 était de 76.584 élèves, dont 69.272 (90,5%) dans le public et 7.312 (9,5%) dans le privé ; 71.674 élèves (93,6%) dans les écoles traditionnelles, 4.600 (6%) dans les écoles franco-arabes, et 310 (0,4%) dans les écoles expérimentales (voir figure 1 et 2).

1 Tous nos remerciements vont aux responsables de l'éducation de la Communauté Urbaine de Niamey ainsi qu'aux différents directeurs d'école qui nous ont reçus avec beaucoup d'attention.

	ÉCOLES		ÉLÈVES	
	chiffres absolus	pourcentages	chiffres absolus	pourcentages
publiques	113	75,3%	69.272	90,5%
privées	37	24,7%	7.312	9,5%
traditionnelles	118	78,7%	71.674	93,6%
franco-arabes	30	20%	4.600	6%
expérimentales	2	1,3%	310	0,4%
total	150	100%	76.584	100%

Figure 1. Effectifs respectifs des écoles publiques et des écoles privées à Niamey

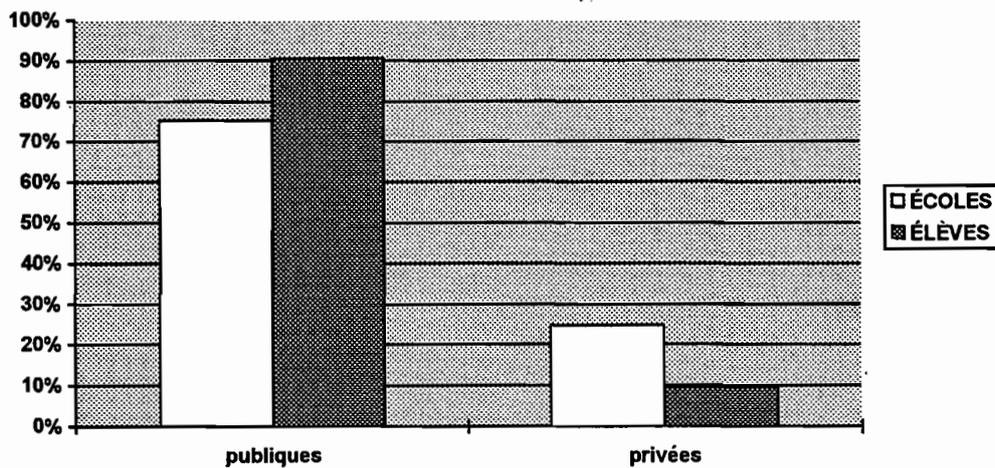
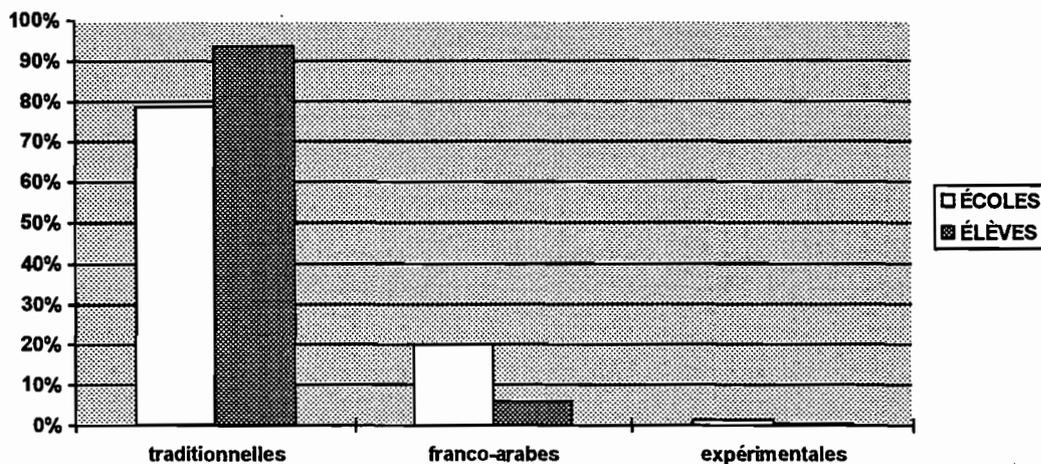


Figure 2. Effectifs des écoles traditionnelles, franco-arabes et expérimentales à Niamey



Le cycle du premier degré comporte six niveaux : Cours d'Initiation (CI), Cours Préparatoire (CP), Cours Élémentaire 1 (CE1), Cours Élémentaire 2 (CE2), Cours Moyen 1 (CM1), Cours Moyen 2 (CM2). Les élèves ne peuvent pas dépasser huit années de scolarité, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas redoubler plus de deux années dans le primaire. Toutefois, des exceptions peuvent être faites dans les écoles privées. Par ailleurs, des "candidats libres" peuvent se présenter au CFEPD à tout âge.

Selon les directives du Ministère de l'éducation nationale, les redoublements et les exclusions ne doivent pas dépasser 15% des effectifs d'une classe donnée, de manière à ne pas éliminer trop d'élèves ni surcharger les effectifs de l'année suivante. Ainsi les propositions faites par les directeurs d'école, au vu des résultats scolaires, ne sont pas nécessairement suivies à la lettre par les Inspections, qui prennent les décisions en dernier ressort. De ce fait, les passages d'une classe à une autre ne sont pas pertinents quant au niveau réel des élèves, contrairement au barrage que constitue le CFEPD.

Les divers facteurs de réussite et, inversement, les causes des échecs scolaires sont multiples mais, surtout, ils sont très liés les uns aux autres. Tout d'abord, il y a lieu de relever le fait, trivial, que l'on s'attribue volontiers les causes de réussite mais que l'on se défait sur les autres dès que l'on doit examiner les raisons des échecs : les Inspections font "porter le chapeau" aux directeurs d'école, aux parents, au manque de moyens, etc. Les directeurs d'école parlent de la pauvreté et du manque d'intérêt des parents, du manque de discipline et du laisser-aller des élèves, des effectifs pléthoriques, etc. Les parents évoquent la prise en charge insuffisante de l'État, le non-sérieux des maîtres... On arrive donc très vite à une quadrature du cercle. Tout le monde fuit ses responsabilités. En revanche, là où les résultats sont bons, tout concourt au succès : les directeurs d'établissement évoquent la rigueur de leur gestion, le sérieux de l'équipe pédagogique, les bons rapports avec les parents, l'engagement et l'assiduité des élèves, la mise à disposition de matériel didactique en quantité suffisante. Tout va pour le mieux dans les meilleures des écoles !

De toute évidence, dans Niamey, principalement dans le centre-ville, certaines écoles rassemblent le "gratin" de la capitale. On y trouve des établissements anciens bien tenus, relativement bien équipés, des directeurs consciencieux, des équipes pédagogiques dynamiques, stables et sérieuses, des élèves motivés et encouragés par des parents prêts à payer le nécessaire pour assurer l'avenir de leur progéniture. A l'opposé, dans les bas-quartiers, les parents semblent tout ignorer de l'école ou presque ; certains ne s'y intéresseraient que dans la mesure où une inscription à l'école équivaut à une part supplémentaire pour les allocations familiales ; ils ne suivent pas le travail de leurs enfants et, du reste, même s'ils le voulaient, étant complètement analphabètes, le pourraient-ils ? Les parents ne peuvent pas offrir des livres personnels à leurs enfants ; ils doivent compter sur les livres et les fournitures scolaires mis à leur disposition, tant bien que mal, par le Ministère de l'éducation nationale. Les enfants sont laissés à eux-mêmes. A la question des capacités des élèves (qui peuvent évidemment jouer sur les résultats scolaires), un inspecteur nous répondait que "les enfants ne naissent pas intelligents : l'intelligence se cultive". Mais que d'inégalités de chance quand vous ne disposez, personnellement, d'aucun soutien de la part des parents, ni d'aucun support : pas de livres personnels, pas de crayons, pas de papier, etc. ! Dans ce milieu, les enseignants assurent le minimum mais ils en arrivent à se décourager, surtout lorsque les salaires ne tombent pas régulièrement... En dehors de toute motivation matérielle, comment pourraient-ils suivre personnellement tel ou tel élève en difficulté lorsque les classes sont tellement surchargées (cela est vrai surtout dans la capitale) ? Face aux absences répétées de certains élèves "récalcitrants", les maîtres tentent de rencontrer les parents pour discuter avec eux mais ils se heurtent à un mur : ceux-ci, effrayés à l'idée d'avoir à payer de nouvelles cotisations, ne se rendent pas aux convocations...

Pour améliorer l'enseignement au Niger, "il faut mettre les enseignants et les élèves dans de bonnes conditions", cela revient comme un leitmotiv dans toutes les bouches. Ce serait évidemment la première des recommandations à formuler pour que l'on puisse espérer améliorer, un tant soit peu, les rendements scolaires : assurer la régularité des salaires, assurer le suivi des maîtres en organisant des

visites dans les écoles, des sessions de formation et de recyclage, construire suffisamment d'écoles (même en matériaux provisoires) pour répondre à la demande croissante de scolarisation, répartir de manière suffisante et surtout équitable les matériaux didactiques, assurer des cours pendant les neuf mois de l'année scolaire... La maladie est simple à diagnostiquer et les remèdes sont tellement faciles à prescrire...

Hormis ces conditions matérielles primordiales, les facteurs humains comptent énormément dans les rendements scolaires : maîtrise de l'ensemble du fonctionnement du système éducatif de la part des autorités, rigueur des directeurs d'établissement, formation adéquate des maîtres, conscience professionnelle et engagement voire "dévouement" des enseignants, encouragement des parents. Ces facteurs sont bien difficiles à évaluer. Ils sont pourtant essentiels. Lorsque l'État ne peut pas ou ne peut plus assurer pleinement son rôle (sensibilisation, contacts réguliers avec les écoles, formation et suivi des maîtres), où les directeurs n'assument pas leur rôle de chef d'établissement avec rigueur, où les maîtres, mal formés et mal payés, ne prennent pas leur profession à coeur, où les parents, en bute à d'énormes difficultés matérielles, ne suivent pas leurs enfants en les poussant au travail, où les enfants sont préoccupés par tout autre chose que l'école, sont découragés par le peu de perspectives d'avenir, est-ce que l'on peut encore s'attendre à de bons résultats scolaires ?

Concernant les différences constatées entre les différents types d'écoles, il faut noter un clivage évident entre les écoles publiques (souvent démotivées) et les écoles privées (relativement nombreuses dans le centre-ville), ces dernières étant considérées comme plus efficaces, à juste titre, encore que certaines écoles publiques soient incontestablement d'un bon niveau. Dans le public encore plus que dans le privé, le facteur humain est essentiel, étant donnée la léthargie et le laisser-aller qui peuvent gagner très vite l'ensemble des écoles. Très peu de sanctions et, inversement, trop peu de reconnaissance des efforts accomplis font que les enseignants se sentent livrés à eux-mêmes.

Par ailleurs, les écoles traditionnelles (où tout l'enseignement se fait en français) jouissent d'une position plus avantageuse par rapport aux écoles bilingues, particulièrement les écoles expérimentales, où l'on enseigne partiellement dans une langue nationale (hausa ou zarma dans la C.U.N.) et partiellement en français. Ces établissements se disent défavorisés dans la mesure où l'on ne tient nullement compte des acquis dans la langue nationale au CFEPD. Les cours dans la langue nationale sont dispensés aux CI, CP et CE1, puis de manière beaucoup plus lâche aux CE2 et CM. Le français est introduit, à l'oral, au CP, puis à l'écrit, au CE1, sans qu'il y ait un programme spécifique pour ce type d'école. Aux CE2, CM1 et CM2, l'enseignement se fait essentiellement en français. Les épreuves pour le CFEPD sont les mêmes que dans les écoles de type classique. Les maîtres reconnaissent volontiers que le niveau des élèves en français n'est pas comparable à celui des élèves fréquentant les écoles de type classique.

Dans les écoles franco-arabes, l'enseignement se fait moitié en français, moitié en arabe. En fait, le programme en français est le même que celui des écoles de type classique, sans aménagement spécifique. Les enseignants doivent donc mettre les bouchées doubles pour parvenir à la fin des programmes. Aucun document n'est disponible afin de faciliter le passage de l'arabe au français et inversement. Les épreuves au CFEPD ne sont pas exactement les mêmes que pour les écoles de type classique. Les résultats, bons dans l'ensemble, sont en fait difficilement comparables, les maîtres des écoles franco-arabes reconnaissant eux-mêmes que les niveaux en français et en arabe ne sont pas excellents. Cela reviendrait à admettre que les épreuves du CFEPD dans les écoles franco-arabes seraient plus faciles, si l'on se rapporte aux résultats obtenus dans ce type d'écoles, les meilleurs de Niamey (44,9% de réussite). Les notes en arabe (où des matières sont jugées à l'oral, par les maîtres eux-mêmes, et où il est mal considéré de donner des notes inférieures à la moyenne...) seraient nettement meilleures qu'en français (uniquement à l'écrit). Il faut cependant signaler que les meilleurs élèves (5 à 10% selon un directeur d'école) s'en sortent fort brillamment dans les deux langues : c'est la prime des "doués en langues".

Les résultats au CFEPD représentent des données faciles à interpréter, sur lesquelles on peut s'appuyer pour apprécier le niveau relatif des différentes écoles sur une période relativement longue : nous avons choisi une période de neuf ans de manière à englober des années encore plus ou moins fastes sur le plan économique et calmes politiquement. Notons qu'il n'y a pas d'examen spécifique pour l'entrée en 6ème : la sélection s'opère, en fonction des places disponibles, sur la base des résultats au CFEPD.

En ce qui concerne l'évolution historique des résultats scolaires, on pourrait évidemment examiner les résultats de chaque école en particulier pour en dessiner des profils... Ayant rencontré quelques directeurs d'établissement, on s'est rendu compte que des explications ponctuelles sont parfois nécessaires pour rendre compte de certains résultats en dents de scie. Rencontrer les parents seraient également très utiles pour "avoir d'autres sons de cloches"...

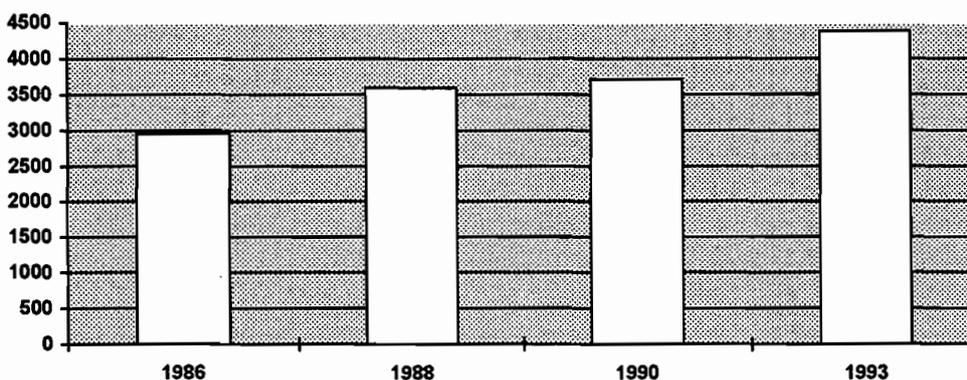
Nous n'avons pas pu comptabiliser le nombre de jours effectifs de cours par année, notamment au CM2, mais ces chiffres seraient certainement très significatifs, étant donné le nombre très important de jours de grève dans les années récentes. Depuis quelques années, la situation économique et financière du pays n'a fait que se dégrader, avec la chute du prix des matières premières (essentiellement l'uranium) : cela s'est répercuté sur le budget de l'État et, finalement, sur l'éducation. Aux difficultés économiques se sont adjoints des problèmes sociaux et politiques : la démocratisation de la vie politique du Niger (excellente dans le principe !) a causé beaucoup de troubles dans les écoles, particulièrement chez les enseignants, souvent passionnés par la vie politique et syndicale. Les lettrés du pays sont très sollicités.

Face à une demande de scolarisation sans cesse croissante (particulièrement en ville), les moyens ne suffisent pas. De plus en plus, le Ministère de l'éducation nationale doit faire face aux urgences avant même de pouvoir songer à se consacrer à d'éventuelles réformes structurelles, que tout le monde appelle de ses vœux mais toujours repoussées aux calendes grecques.

Examiner la situation des résultats scolaires sur plusieurs années revient à poser la question de la soi disant "baisse de niveau", que beaucoup évoquent sans savoir, précisément, de quelle baisse il s'agit. Globalement, beaucoup plus d'enfants sont scolarisés d'année en année, notamment dans la capitale où le taux de scolarisation atteindrait les 70% en 1993. Nonobstant cette masse croissante d'élèves, comme nous le verrons par la suite, les taux de réussite au CFEPD sont en baisse constante mais, en chiffres absolus, il y a, bien sûr, de plus en plus de certifiés chaque année comme en témoigne le tableau suivant. Un certain nombre de lacunes (dans le public en 89 d'une part, et dans l'inspection franco-arabe en 87, 91 et 92, d'autre part) font que les totaux doivent être relativisés. Pour apprécier la progression, on peut comparer les résultats des années 86, 88, 90 et 93 (voir figure 3) où l'on passe, respectivement, de 2950 certifiés à 3590, puis 3713 et 4375 (les mauvais résultats de 89 et 94 s'expliquant par les grèves).

	86	87	88	89	90	91	92	93	94
Ex-District II	1070	1101	1235	525	1114	1302	1578	1330	1395
Ex-District III	956	1072	1182	677	1148	1248	984	1393	954
Ex-District IV	550	840	639	519	816	809	794	838	749
Ex-District V	206	383	344	285	389	377	460	533	264
Insp. F/A	168	-	190	204	246	-	-	281	414
Total	2950	3406	3590	2210	3713	3736	3816	4375	3776

Figure 3. Nombre de certifiés en 1986, 1988, 1990 et 1993



La question est de savoir si les certifiés sont d'un niveau plus faible actuellement que ceux des années antérieures. Les anciens maîtres l'attestent, allant jusqu'à dire

que le niveau actuel des 3èmes correspondrait à celui des CM2 en 1960, mais comment le démontrer ? On pourrait examiner les sujets des examens des différentes années (par exemple en dictée et en calcul) ainsi que les copies et les notes obtenues. Ce travail reste à faire.

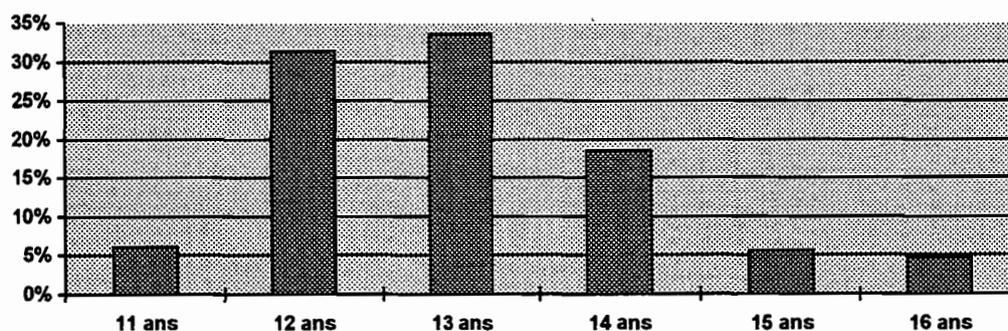
On doit se poser aussi la question de la valeur exacte du CFEPD. Selon certains maîtres, réussir au CFEPD signifie concrètement que l'on peut effectuer des opérations de calcul, que l'on sait lire et écrire en français. Quel est donc le pourcentage d'élèves qui, arrivés au CM2, savent lire et écrire en français et savent effectuer des opérations mathématiques ? D'après les dires des maîtres et des inspecteurs que nous avons rencontrés, il y a, bien sûr, au CM2, des élèves qui parviennent à ce niveau sans en avoir les capacités. Ils ont déjà redoublé deux fois. Plutôt que de les exclure, on les a fait passer, d'année en année, dans les classes supérieures. Le pourcentage de ces élèves se situerait autour de 5%. C'est dans ce sens que l'on parle d'*éducation de masse* : il faudrait que le maximum d'élèves parviennent au CM2, même si le niveau doit baisser. Avec des effectifs très chargés, un certain pourcentage d'élèves très faibles dans une classe retarde évidemment les progrès des autres. De manière approximative, on obtiendrait environ 40% d'élèves au CM2 avec un niveau acceptable, 55% avec un niveau faible et 5% avec un niveau insuffisant. Si l'on avait la possibilité de comparer de telles données, qui devraient bien sûr reposer sur des mesures objectives, avec des données antérieures, on s'apercevrait probablement que les résultats scolaires étaient plus homogènes "autrefois". Dans la mesure où les effectifs sont moins importants, le maître a davantage le loisir de s'occuper personnellement des retardataires. L'éducation de masse ne le permet pas : on vise plutôt à ce que la majorité des élèves aient des connaissances minimum.

Les moyennes d'âge au CM2 sont éloquentes : alors que dans les premières classes (CI et CP), les élèves sont d'un âge relativement homogène, arrivés au CM2, l'âge des élèves varie entre 11 ans et 16 ans. Sur l'ensemble de la C.U.N., sur un

total de 10.295 élèves au CM2, on a la répartition suivante selon les âges pour l'année 90-91¹

11 ans	629	6,1%
12 ans	3.232	31,4%
13 ans	3.485	33,6%
14 ans	1.904	18,5%
15 ans	576	5,6%
16 ans et plus	469	4,6%

Figure 4. Âge des élèves de CM2 : Niamey, 1990-1991

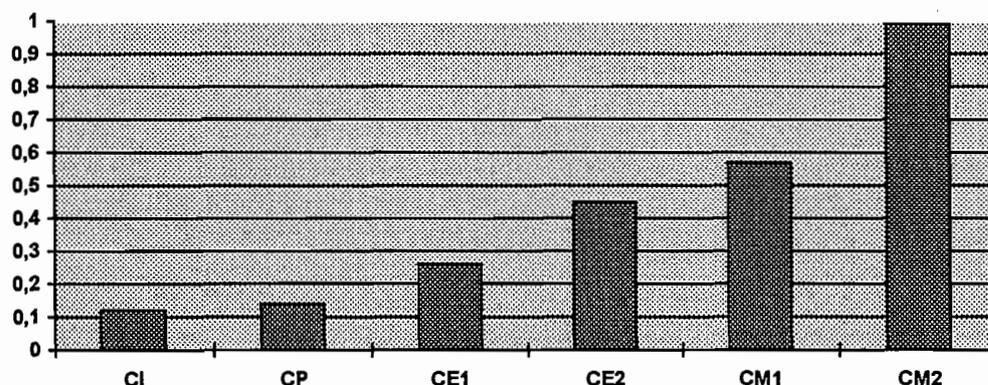


Si l'on calcule l'âge moyen des élèves pour chaque niveau, on se rend compte que les retards cumulés, dûs aux redoublements, se font sentir surtout au CM2, seule année scolaire du premier degré marquée par un barrage : le CFEPD et l'entrée en 6ème. Environ un tiers des élèves redouble le CM2.

CI	7,12 ans
CP	8,14 ans
CE1	9,26 ans
CE2	10,45 ans
CM1	11,57 ans
CM2	12,99 ans

¹ Annuaire statistique de l'Éducation nationale, 1990-1991, p. 129.

Figure 5. Retard cumulé dans le primaire (exprimé en années)



En dehors des rendements scolaires, une question générale de politique éducative se pose : est-il vraiment "nécessaire", "utile" ou "rentable" de faire tout pour que le maximum d'élèves parviennent au CM2 et passent l'épreuve du CFEPD, étant donnée la nature du programme enseigné ? Que cherche-t-on à former ? Est-ce qu'une formation générale suffit à cette majorité d'élèves qui devront quitter l'école sans avoir la possibilité d'entrer dans le second cycle ? Est-il vraiment nécessaire que tous les élèves soient confrontés aux arcanes de l'orthographe de la langue française tout en restant complètement désarmés par rapport à la vie active qui les attend ?

Sans chercher à développer ici la question du contenu des programmes scolaires, il y aurait certainement à insérer davantage l'école primaire dans le milieu socioculturel et économique du pays, de manière à ce que l'école réponde davantage à un besoin d'initiation à la vie active. Il conviendrait d'introduire ou de renforcer des matières dans le primaire telles que l'initiation aux langues nationales, l'éducation civique, l'éducation sexuelle, l'éducation religieuse (pourquoi pas lorsqu'on voit à quel point la religion est facteur d'intégration sociale), l'initiation à la gestion, les activités sportives (à revaloriser), les activités artisanales et artistiques (les potentiels sont énormes mais inexploités), l'initiation à la technologie... Pour être prises au sérieux, toutes ces matières devraient pouvoir compter dans les examens, contrairement à l'expérience des activités pratiques et productives (A.P.P.) dont les applications se sont soldées par des échecs : ces activités n'étaient absolument pas

prises en compte pour le certificat ; les maîtres n'étaient pas formés à ce type d'enseignement et disposaient de très peu de matériel.

On pourrait penser à des centres de formation artistique, artisanale, professionnelle, où les élèves des cours moyens viendraient faire des "stages". Ces centres de formation devraient être complétés par davantage de collèges et de lycées techniques et professionnels où l'apprentissage de métiers ne serait pas seulement théorique. L'exemple des foyers féminins de Niamey est une réussite dans ce sens. Beaucoup de jeunes femmes "déscolarisées" viennent y apprendre des rudiments de couture, d'hygiène, d'économie familiale... pour entrer de plain pied dans la vie active. Toutes ces matières devraient être considérées comme des options non négligeables en ce qui concerne leurs coefficients dans les épreuves du certificat. Chaque matière devrait suivre un programme d'enseignement, comporter du matériel didactique, répondre à des objectifs et être contrôlée par des tests. Les maîtres, tels qu'ils sont formés actuellement, ne peuvent pas avoir des compétences dans toutes les disciplines (autre erreur dans le projet des A.P.P.). Aussi est-il hors de question de leur demander d'enseigner des matières pour lesquelles ils ne disposeraient d'aucune formation, ni d'aucun matériel. L'enseignement ne peut pas s'improviser.

Concernant l'introduction des langues nationales dans le système éducatif, l'immense espoir qu'avait suscité le lancement des écoles expérimentales est retombé, faute d'intégration réelle dans le système éducatif, faute d'évaluation lorsque cela était possible, faute de volonté politique, ce qui a entraîné le retrait des bailleurs de fonds puis le manque de motivation des maîtres, la perte de confiance de la population, etc. Depuis ce temps, l'école, qui est toujours dite "expérimentale", meurt à petit feu. On n'y expérimente plus rien ; on ne veut plus faire d'évaluation sérieuse, alors qu'actuellement les conditions de fonctionnement de ces écoles expérimentales nous semblent (hélas) réunies pour une telle évaluation : ces écoles se sont "banalisées". Au début de l'expérience, les écoles expérimentales étaient tellement bien encadrées qu'elles devaient nécessairement donner de bons résultats ; un tel suivi serait matériellement impossible sur l'ensemble du pays. Il

conviendrait donc de mener une réelle évaluation de ce type d'école avant de pouvoir procéder à un éventuel aménagement linguistique.

Dans cette étude, nous examinerons les résultats au CFEPD sur l'ensemble du Niger, dans les différents Départements et dans la Communauté Urbaine de Niamey, puis nous tenterons d'établir des corrélations avec les effectifs du CM2, les taux d'exclusion et l'ancienneté des écoles, avant de tirer quelques conclusions.

1. RÉSULTATS AU CFEPD

1.1. Résultats au CFEPD sur l'ensemble du Niger de 1963 à 1990

Les sources du tableau suivant proviennent de l'*Annuaire statistique : séries longues*, pour les années de 1963 à 1980, et de l'*Annuaire des statistiques scolaires 1989-1990 et 1990-1991*. Nous ne disposons pas de résultats pour l'année 1971.

années	présentés	admis	%
1963	1.600	559	34,9%
1964	1.818	769	42,3%
1965	2.360	960	40,7%
1966	3.035	1.030	33,9%
1967	3.992	1.045	26,2%
1968	4.480	1.449	32,3%
1969	4.514	1.892	41,9%
1970	4.447	1.386	31,2%
1972	6.093	2.012	33%
1973	6.918	2.595	37,5%
1974	9.817	3.427	34,9%
1975	11.929	6.094	51,1%
1976	12.892	5.310	41,2%
1977	15.445	6.000	38,8%
1978	19.126	7.427	44%
1979	19.126	8.493	44,4%
1980	24.869	7.776	31,3%
1981	33.322	11.556	34,7%
1982	36.331	13.037	35,9%
1983	37.369	11.124	29,8%
1984	39.033	9.611	24,6%
1985	41.114	9.501	23,1%
1986	46.118	13.080	28,3%
1987	49.529	16.275	32,9%
1988	44.834	13.771	30,7%
1989	44.057	11.140	25,3%
1990	48.331	14.355	29,7%

Figure 6. Nombres d'inscrits et d'admis au CFEPD de 1963 à 1990

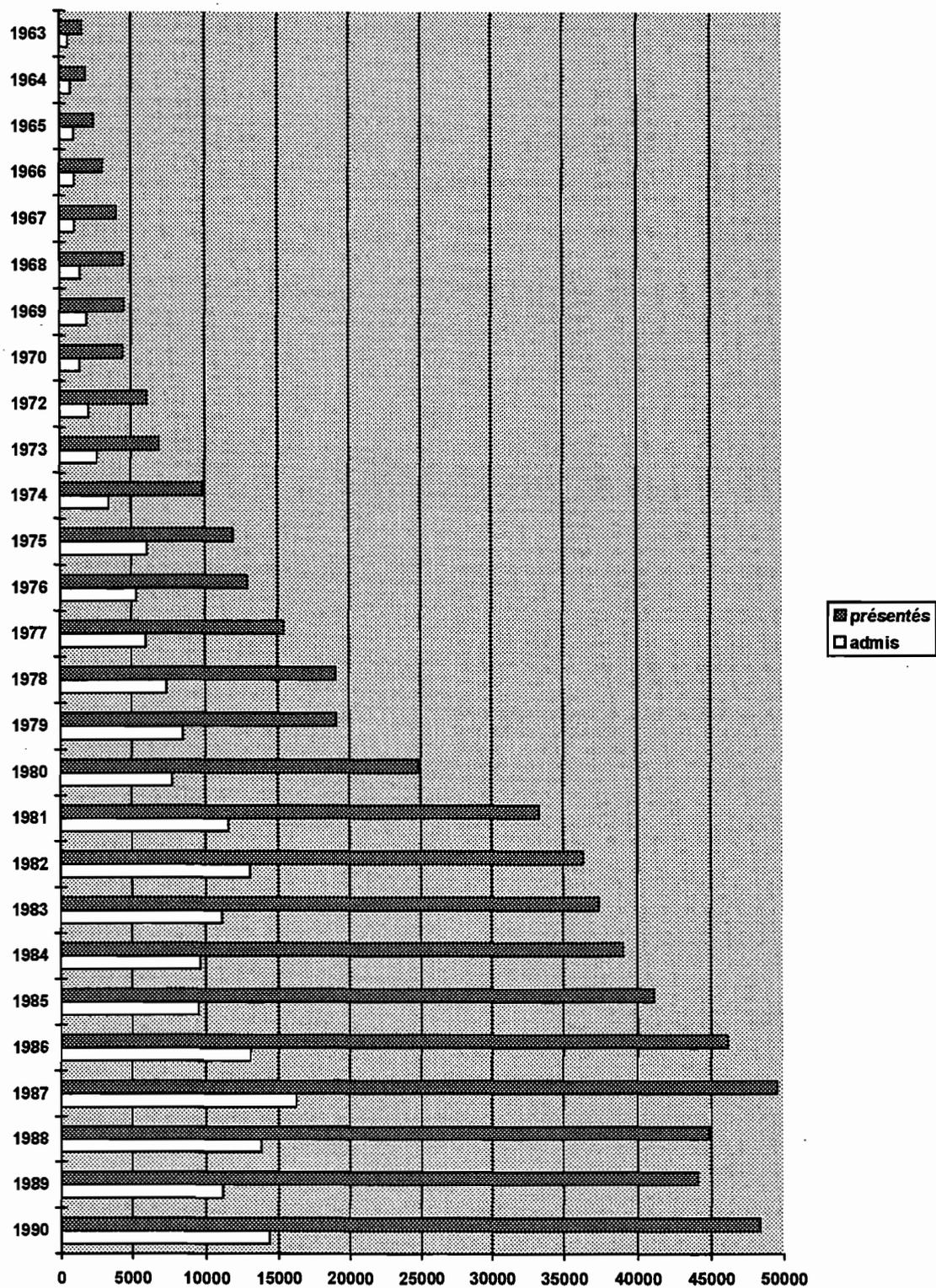
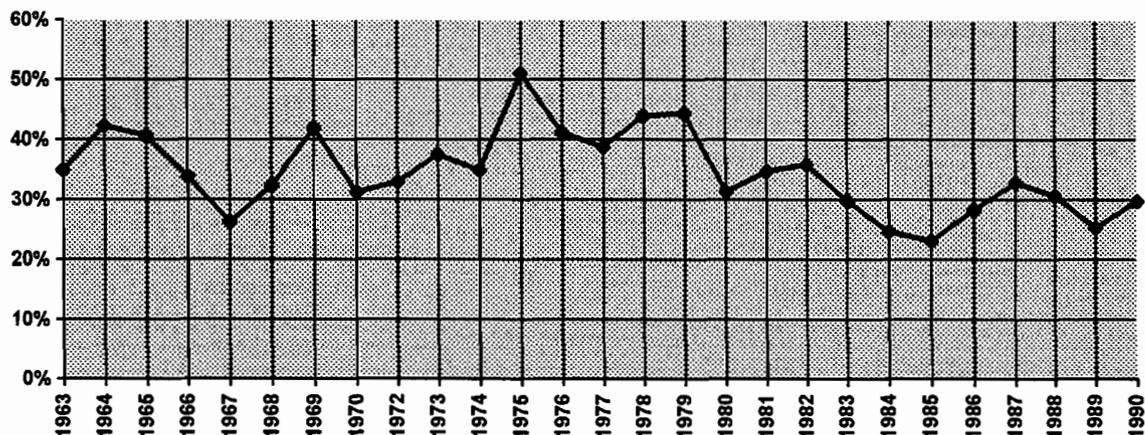


Figure 7. Pourcentages de réussite au CFEPD de 1963 à 1990

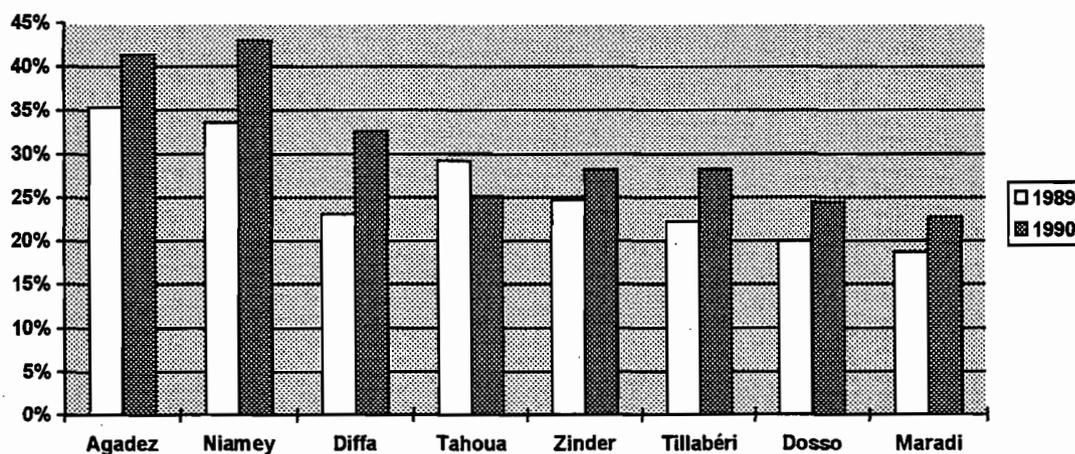


On observera que les résultats ont parfois dépassé les 40%, dans les années 60 et 70 : en 1964, 1965, 1969, 1975, 1976, 1978 et 1979 ; mais, le plus souvent, ils se situent entre 30 et 40%. Ils sont même inférieurs à 30% depuis 1983. On peut donc constater qu'il y a effectivement une baisse du pourcentage de certifiés depuis les années 80.

1.2. Pourcentages d'admis dans les différents Départements du Niger en 1989 et 1990

	1989			1990		
	présentés	admis	%	présentés	admis	%
Agadez	1.717	608	35,4%	1.962	813	41,4%
Diffa	1.031	238	23,1%	1.107	361	32,6%
Dosso	5.964	1.195	20%	6.190	1.508	24,4%
Maradi	6.844	1.281	18,7%	7.450	1.688	22,7%
Niamey	7.356	2.471	33,6%	8.152	3.501	42,9%
Tahoua	5.697	1.662	29,2%	7.569	1.901	25,1%
Tillabéri	7.675	1.701	22,2%	7.714	2.181	28,3%
Zinder	7.773	1.921	24,7%	8.187	2.310	28,2%
Total	44.057	11.140	25,3%	48.331	14.355	29,7%

Figure 8. Pourcentages de réussite au CFEPD par départements, en 1989 et 1990



On remarque que le département d'Agadez et la Communauté Urbaine de Niamey figuraient dans le peloton de tête quant aux résultats scolaires en 1989 et 1990. Ceci pourrait s'expliquer par la proportion plus importante de parents fonctionnaires et employés, résidant en milieu urbain, dans ces deux zones. Les mauvais résultats de 1989 s'expliquent par les troubles sociaux et les nombreuses grèves : ce fut la première année "blanche" dans le secondaire. Notons que la faiblesse des résultats scolaires est alarmante dans les autres départements du pays : les départements de Maradi, Tahoua, Dosso, Tillabéri et Zinder ont des taux moyens de réussite inférieurs à 30%. Cela a des conséquences sur la rentabilité de l'école, sur sa perception par les populations rurales et sur les taux de scolarisation (difficultés de recrutement, fréquentation irrégulière, accroissement des redoublements, des exclusions et des abandons...).

1.3. Résultats au CFEPD dans la Communauté Urbaine de Niamey

Dans tous les tableaux, ci-après, un tiret signale une absence de chiffre, soit que les écoles n'étaient pas encore créées, soit que les chiffres n'étaient pas disponibles. Nous inspirant des rapports de fin d'année de chaque inspection, nous avons calculé les pourcentages d'admis par rapport aux candidats présentés. Nous présentons ci-après les synthèses par Inspections, par années et par types d'écoles.

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	moy.
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Ex-District II

Public	39,6	38,7	41,9	26,2	36,6	36,9	37,3	25,5	23,7	33
Expérimental	-	-	-	56,5	46,2	13,6	22,9	9,1	29,5	26,1
Privé	78,2	84,4	79,6	46,8	70,7	78,9	77,5	79	72,8	76,9
Moyenne	46,3	45,5	47,7	27	41,3	42,5	41,4	30,4	29,3	38,1

Ex-District III

Public	42,7	42,6	45,7	26,1	39,2	38,9	25,1	30,9	19,3	32,8
Privé	69,5	72,9	73,9	57	66,4	75,6	64,4	71,8	59,3	67,9
Moyenne	45,9	46,8	49,9	29,1	42	42,6	28,6	35,4	22,9	36,9

Ex-District IV

Public	49,4	65	62	41,7	53,7	44,8	38,9	39,8	27,2	44
Expérimental	-	-	-	8,3	21,2	26,4	30,6	17,4	31,9	23,6
Moyenne	49,4	65	62	45,7	49,4	44,7	38,8	27,3	27,5	43,6

Ex-District V

Public	43,6	68,4	62,3	46,7	55,9	43	39,7	37,9	16,7	40,9
--------	------	------	------	------	------	----	------	------	------	------

Inspection franco-arabe

Public	34,1	-	23,2	30	16,5	-	-	34,8	43,7	31,2
Privé	54,8	-	60,1	47,7	56,1	-	-	47,7	65,8	55,6
Moyenne	46,8	-	41,7	39	40,9	-	-	42,2	56	44,9

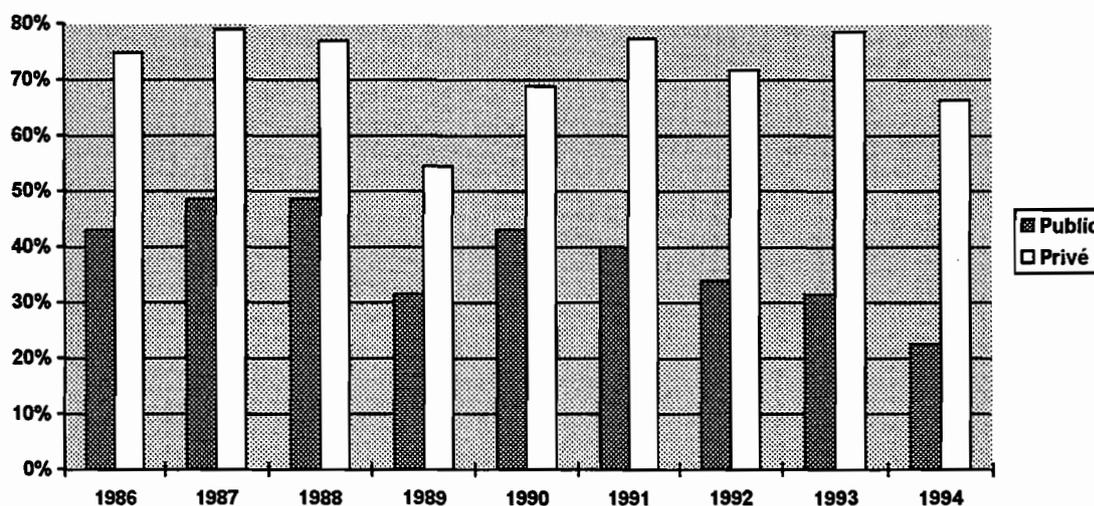
En règle générale, on observe que les années 80 présentent de meilleurs résultats que les années 90. Les résultats sont en baisse constante (sauf dans le privé). Parmi les différentes inspections, l'Inspection franco-arabe présente les meilleurs taux de réussite (44,9% de moyenne), suivie de l'I.E.P.D. de l'ex-District IV (43,6%) et de l'ex-District V (40,9%). Selon les types d'école, les écoles

traditionnelles privées ont les meilleurs résultats : 76,9% dans l'ex-District II et 67,9% dans l'ex-District III. Les écoles expérimentales ont des résultats faibles dans l'ensemble : 26,1% pour l'école expérimentale de Lazaret et 23,6% pour celle de Gamkallé.

La synthèse des résultats dans les écoles traditionnelles (publiques et privées) donne les résultats suivants :

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Public	43,1%	48,6%	48,7%	31,6%	43,1%	40%	34%	31,6%	22,6%
Privé	74,9%	79%	77%	54,5%	68,9%	77,5%	71,8%	78,7%	66,5%
Moyenne	46,5%	51,7%	52%	32,7%	45,3%	43%	36,4%	34,6%	25,3%

Figure 9. Taux de réussite au CFEPD de 1986 à 1994 à Niamey



On constate que la courbe de réussite des écoles traditionnelles (publiques et privées) suit largement la courbe des écoles publiques, ces dernières étant numériquement plus importantes que les écoles privées. (Quoi que l'on pense des réussites du privé, force est de se soucier en priorité des résultats du public. Ceci est encore plus vrai pour l'intérieur du pays.) Les courbes des résultats du public et du privé coïncident de 86 à 90. Ensuite, de 90 à 94, il y a une chute du public face à une relative constance des écoles privées. Avec la crise (économique, sociale et politique), le fossé s'est creusé entre ces deux types d'écoles.

2. EFFECTIFS AU CM2, TAUX D'EXCLUSION ET ANCIENNETÉ DES ÉCOLES

2.1. Effectifs au CM2

L'hypothèse voudrait que plus les effectifs d'une classe sont nombreux, moins les résultats sont bons. On va donc examiner les effectifs par classe, sur neuf années, et les comparer aux résultats obtenus. La question a une grande importance dans la mesure où l'on s'oriente actuellement, non plus seulement vers le double flux mais aussi vers un enseignement de masse avec des grands groupes, suivant l'hypothèse que les résultats scolaires ne dépendent pas ou dépendent peu des effectifs dans une classe donnée. Est-ce bien le cas ?

En moyenne, l'I.E.P.D. franco-arabe a des effectifs nettement moindres que les autres (36,9 élèves par classe de CM2), surtout dans les écoles privées (30,2 élèves). Cela peut expliquer, en partie, les bons résultats de ces écoles. Les effectifs sont raisonnables dans les écoles expérimentales : 41 élèves à Gamkallé. Dans les écoles traditionnelles, la situation est plus critique : environ 50 élèves par classe.

Dans les tableaux suivants, nous allons comparer les taux de réussite et les effectifs.

(a) Taux de réussite

Globalement, sur les neuf années considérées et sur les 852 cas analysés (rapports entre taux de réussite et effectifs au CM2), les taux de réussite se répartissent de la manière suivante :

<i>TAUX DE RÉUSSITE</i>	<i>CAS DE RÉUSSITE</i>	
entre 0 et 9%	15	1,8%
entre 10 et 19%	100	11,7%
entre 20 et 29%	160	18,8%
entre 30 et 39%	162	19%
entre 40 et 49%	137	16,1%
entre 50 et 59%	128	15%
entre 60 et 69%	65	7,6%
entre 70 et 79%	40	4,7%
entre 80 et 89%	33	3,9%
entre 90 et 99%	12	1,4%

(b) Moyennes des effectifs

Les moyennes des effectifs au CM2 s'établissent comme suit :

EFFECTIFS DES CLASSES	NOMBRE DE CLASSES	
entre 1 et 9 élèves	14	1,6%
entre 10 et 19 élèves	29	3,4%
entre 20 et 29 élèves	42	4,9%
entre 30 et 39 élèves	108	12,7%
entre 40 et 49 élèves	227	26,6%
entre 50 et 59 élèves	266	31,2%
entre 60 et 69 élèves	126	14,8%
entre 70 et 79 élèves	26	3,1%
entre 80 et 89 élèves	7	0,8%
entre 90 et 99 élèves	7	0,8%

(c) Rapports entre taux de réussite et moyennes des effectifs²

% de réussite	0	10	20	30	40	50	60	70	80	90	total
---------------	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-------

Moyenne des effectifs

0-9 élèves	2	0	1	0	0	3	4	2	2	0	14
10-19 élèves	1	1	1	3	3	6	5	2	4	3	29
20-29 élèves	1	1	3	8	4	9	7	2	6	1	42
30-39 élèves	5	13	12	10	14	26	11	15	2	0	108
40-49 élèves	4	19	54	49	45	28	15	8	4	1	227
50-59 élèves	1	40	52	50	53	45	11	4	5	5	266
60-69 élèves	1	16	32	36	15	9	6	4	6	1	126
70-79 élèves	0	2	3	6	1	2	5	3	3	1	26
80-89 élèves	0	5	1	0	1	0	0	0	0	0	7
90-99 élèves	0	3	1	0	1	0	1	0	1	0	7
Total	15	100	160	162	137	128	65	40	33	12	852

Tous types d'écoles confondus, en regroupant les colonnes 0, 10, 20, 30 et 40, correspondant à de "mauvais résultats" au CFEPD (moins de 50% de réussite), par opposition aux colonnes 50, 60, 70, 80 et 90, correspondant à de "bons résultats"

² Pour les pourcentages de réussite, les chiffres représentent des dizaines : le chiffre 0 renvoie à des nombres de 0 à 9%, le chiffre 10 à des nombres de 10 à 19%, etc. Les tirets signalent l'absence de résultats, en ce qui concerne les taux de réussite et/ou les effectifs.

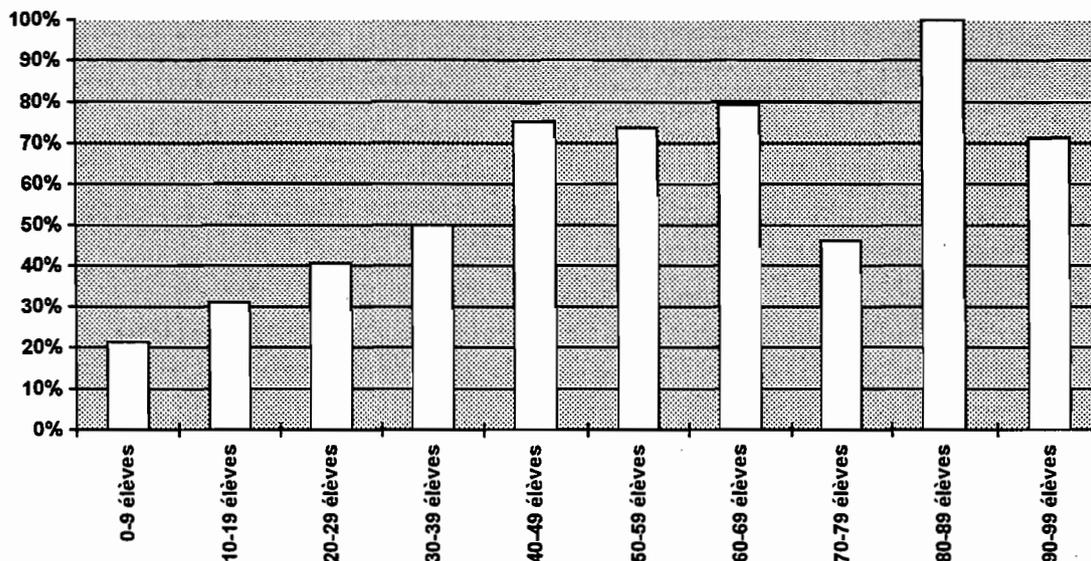
(plus de 50% de réussite), on obtient les rapports généraux suivants, entre taux de réussite et effectifs.

taux de réussite	0-49%	50-99%	total	% de mauvais résultats
------------------	-------	--------	-------	------------------------

Moyennes des effectifs

0-9 élèves	3	11	14	21,4%
10-19 élèves	9	20	29	31%
20-29 élèves	17	25	42	40,5%
30-39 élèves	54	54	108	50%
40-49 élèves	171	56	227	75,3%
50-59 élèves	196	70	266	73,7%
60-69 élèves	100	26	126	79,4%
70-79 élèves	12	14	26	46,2%
80-89 élèves	7	0	7	100%
90-99 élèves	5	2	7	71,4%

Figure 10. Pourcentages de mauvais résultats en fonction du nombre d'élèves



Les résultats avec les effectifs de 70-79 élèves s'expliquent, en fait, par les bons résultats obtenus dans les écoles privées, malgré des effectifs très importants. On s'aperçoit qu'une inversion de tendance se produit lorsque les effectifs dépassent les 40 élèves par classe. Afin de mieux dégager les traits caractéristiques des résultats

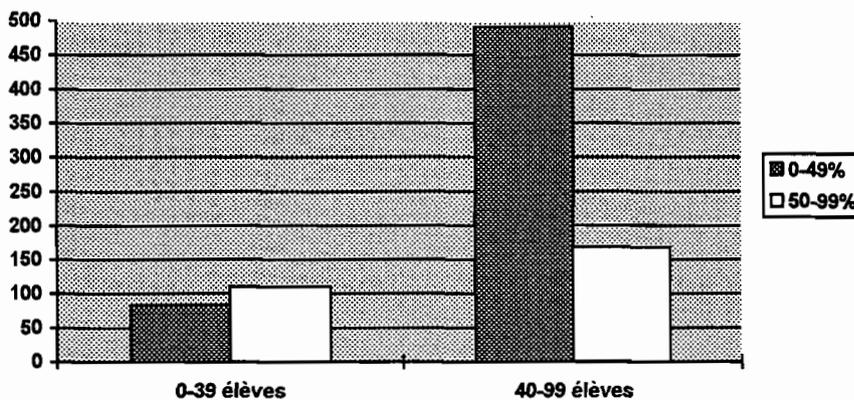
obtenus, on peut regrouper maintenant les moyennes des effectifs comprises entre 1 et 39 élèves, par opposition aux effectifs compris entre 40 et 99 élèves, d'autre part.

Taux de réussite	0-49%	50-99%	total	% de mauvais résultats
------------------	-------	--------	-------	------------------------

Moyennes des effectifs

0-39 élèves	83	110	193	43%
40-99 élèves	491	168	659	74,7%
Total	574	278	852	67,4%

Figure 11. Effectifs des classes et rapports avec les mauvais ou les bons résultats



En règle générale, les résultats inférieurs à 50% sont les plus nombreux : 574 cas contre 278 (soit 67,4%). Lorsque les taux de réussite sont inférieurs à 50% (colonne 0-49%), les effectifs dépassent (en majorité) les 50 élèves par classe : 491 cas contre 83. Lorsque les résultats sont supérieurs à 50% (colonne 50-99%), les effectifs de moins de 40 élèves (0-39 élèves) sont relativement plus nombreux : 110 cas contre 168. En d'autres termes, on peut dire que les échecs scolaires sont moindres lorsque les effectifs sont moins nombreux : sur 193 cas de classes de moins de 40 élèves, il y a 83 "mauvais résultats", soit 43% ; sur 659 cas de classes de plus de 40 élèves, il y a 491 mauvais résultats, soit 74,7%.

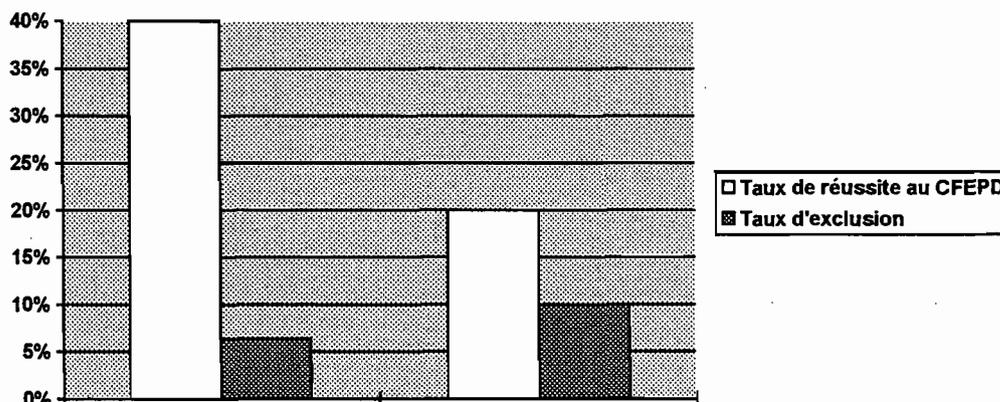
2.2. Exclusions

Les chiffres concordent si l'on examine les résultats scolaires en fonction des taux d'exclusion ou, inversement, les taux d'exclusion en fonction des taux de réussite au CFEPD. Les résultats sont inversement proportionnels (voir figure 12).

taux d'exclusion	nombre d'écoles	moyennes au CFEPD
10% et plus	18	27,7%
moins de 5%	13	58%

moyennes au CFEPD	nombre d'écoles	moyennes d'exclusions
plus de 40%	40	6,4%
moins de 20%	11	9,9%

Figure 12. Taux de réussite au CFEPD et taux d'exclusion



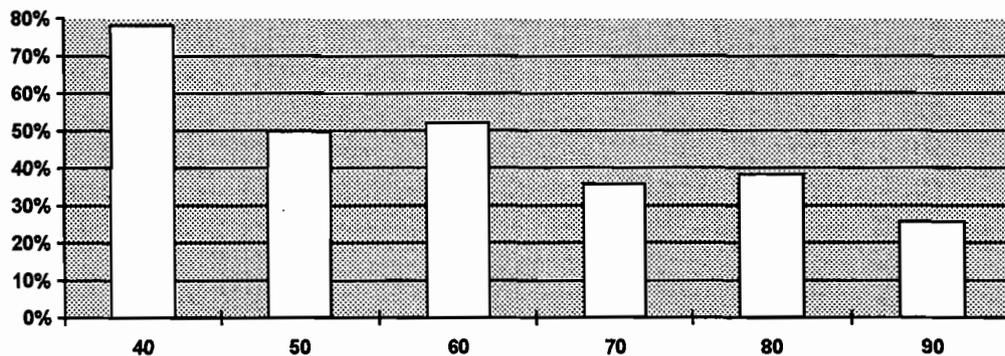
Les écoles qui ont de bons résultats au CFEPD ont de faibles taux d'exclusion (moins de 5%). En revanche, celles qui ont de mauvais résultats au CFEPD ont des taux d'exclusion élevés (plus de 10%). Les effets sont cumulatifs : lorsqu'une école fonctionne mal, les élèves ont des problèmes pour atteindre les niveaux requis ; ils ne parviennent pas à passer les examens, ils redoublent et, finalement, sont exclus de l'école. Qu'est-ce l'école leur aura rapporté ? Comment réduire voire supprimer la pratique abusive des redoublements et des exclusions ?

2.3. Ancienneté des écoles

La question est de savoir s'il y a une corrélation entre l'ancienneté des écoles et les résultats scolaires, comme semblaient l'indiquer nos discussions avec les partenaires de l'école. Les écoles récentes ou nouvellement créées ont généralement de mauvais résultats.

années de création	nombre d'écoles	moyennes au CFEPD
40	2	78,2%
50	7	49,8%
60	11	52,1%
70	29	35,7%
80	64	38,3%
90	11	25,7%

Figure 13. Date de fondation des écoles et résultats scolaires



Comme le bon vin, les écoles se bonifient en vieillissant ! Ou, plus exactement, elles conservent les bonnes traditions. Plusieurs facteurs concourent à ces résultats : les écoles les plus anciennement implantées sont situées au centre-ville. Une, deux voire trois générations sont passées sur les mêmes bancs. Ces quartiers sont plutôt favorisés. Il y a davantage d'enfants de fonctionnaires, anciennement scolarisés. Les directeurs d'établissement bénéficient de logements de fonction. Ils doivent présenter de bons résultats pour rester en place. Les maîtres également s'y trouvent bien et ne demandent pas de mutation. Les équipes sont donc stables. Il faut ajouter que les écoles privées du centre sont pour la plupart anciennes.

Le phénomène inverse se vérifie dans la périphérie (où se trouvent les deux écoles expérimentales) : la population est constituée de nouveaux arrivés, souvent non-scolarisés. Les maîtres ont toutes les peines du monde avec des enfants "difficiles". Les équipes sont instables. Les moyens manquent... Les créations récentes d'écoles franco-arabes (surtout privées) font toutefois exception, avec des résultats apparemment satisfaisants (mais peu fiables).

3. COMMENTAIRES DES INSPECTEURS DE LA C.U.N.

Nous et oui avons rencontré les responsables des différentes inspections pour obtenir leurs opinions générales sur les résultats obtenus dans les différentes écoles. Voici résumés leurs appréciations et commentaires.

3.1. EX-DISTRICT II

Dans l'I.E.P.D. de l'ex-District II, on ne tient pas compte des résultats des écoles spécialisées : école de sourds, école d'aveugles et école du musée dont les résultats sont difficilement comparables avec ceux des écoles classiques. L'I.E.P.D. de l'ex-District II supervise 46 écoles : 35 écoles publiques traditionnelles, 1 école expérimentale (en hausa) et 10 écoles privées. C'est l'inspection la plus importante de la C.U.N.

L'importance des effectifs de cette Inspection explique peut-être que le taux moyen de réussite au CFEPD, sur neuf ans, est faible : 38,1%. Il est nettement supérieur dans le privé : 76,9% et plus faible dans l'école expérimentale de Lazaret : 26,1%. Les écoles privées suivantes ont les résultats les meilleurs : Mission filles (95,9%), Mission garçons (88,3%), Lako (74,5%). Dans le public, seule l'école Cité C.N.S.S. dépasse les 50% (55,8%). Entre 40 et 50%, on trouve : Goudel I (49,7%), Zongo (46,9%), Yantala IV (43,7%), Lossogoungou (43,5%), Yantala III (43,3%), Gabagoura (42,1%). Les écoles avec des pourcentages de réussite inférieurs à 20% sont les suivantes : Banifandou I (10,6%), Deizébon (15,2%), Koiratégui (19%), Koirakano (19,4%), Koiramé (20,5%).

L'Inspection donne les explications suivantes sur les mauvais résultats de certaines écoles : Banifandou I, Deizébon et Koiratégui ont été créées récemment. Pour les autres écoles, c'est une question de travail. L'organisation n'est pas bonne ; il y a des problèmes d'autorité de la part des directeurs, voire trop d'absences.

Les bons résultats s'expliquent ainsi : bonne organisation à l'école Cité C.N.S.S. (Caisse nationale de sécurité sociale) où les maîtres sont bien épaulés par les parents, en grande partie fonctionnaires ; bons efforts d'encadrement à Zongo malgré des effectifs écrasants.

Au niveau du privé, la sélection et surtout le suivi seraient plus rigoureux. Notons qu'à Lako, les élèves peuvent redoubler plus de deux fois. Les parents s'investissent davantage dans la scolarité, payante, de leurs enfants. Ils les suivent de plus près et feraient pression sur les maîtres pour que les résultats suivent. L'école Mission filles a les meilleurs résultats de Niamey.

La réussite peut être conditionnée par une bonne organisation des maîtres ; le soutien des parents ; des effectifs raisonnables. Au contraire, les échecs peuvent s'expliquer par une mauvaise organisation de l'équipe pédagogique avec une responsabilité importante pour le chef d'établissement ; un manque de soutien des parents qui ne surveillent pas suffisamment leurs enfants ; des effectifs pléthoriques.

Sur les neuf années considérées, les années 80 ont été les plus couronnées de succès. On constate un déclin continu dans l'école expérimentale de Lazaret, passant de 56,5% de réussite en 89 à 9,1% en 93 (mais 29,5% en 94), alors que le privé se maintient à un niveau quasi constant. Dans les années récentes (de 1991 à 1994), les nombreuses grèves et manifestations politiques ont largement contribué à la baisse des résultats scolaires, surtout dans le public.

3.2. EX-DISTRICT III

L'inspection de l'ex-District III coiffe 35 écoles, dont 29 publiques et 6 privées.

Le taux moyen de réussite au CFEPD, sur neuf ans, est le plus faible de la C.U.N. : 36,9%. Il est nettement supérieur dans le privé : 67,9% contre 32,8% dans le public. Les écoles les plus performantes du privé sont les suivantes : Canada filles (85,5%), Canada garçons (81,7%), Sikia (60,9%). Dans le public, trois écoles dépassent les 40% de réussite : Poudrière I (45,3%), Balafon II (43,8%) et Madina II (43,5%).

Les années 86, 87 et 88 ont été meilleures que les années récentes dans le public. Dans le privé, les résultats sont relativement constants (entre 60 et 75%) mais des écarts certains sont tout de même à relever dans des établissements comme Humanité Annexe, Imam Malick et Sikia.

Selon un conseiller pédagogique, dans le public, on explique les bons résultats scolaires par plusieurs facteurs : une bonne organisation et de la fermeté au niveau

des Directions ; les équipes pédagogiques sont soudées : les enseignants se réunissent régulièrement pour discuter de l'avancée des programmes et pour évoquer les problèmes rencontrés ; les directeurs qui encadrent les CM ont de l'expérience ; le milieu social est favorable (c'est le cas de Poudrière I où presque tous les parents sont des employés ou des fonctionnaires : ils peuvent encadrer leurs enfants à la maison).

Les mauvais résultats, observés notamment à Wadata II (10%), Talladjé II (18,8%), Bandabari II (19,7%), Kouado III (26,8%), etc., s'expliquent d'abord du fait que ces quartiers sont défavorisés. Ce sont des quartiers périphériques, pauvres. Les parents ont toutes les peines du monde à assurer le minimum vital pour leur famille. Ce sont pour la plupart des illettrés. Il leur est très difficile de suivre le travail de leurs enfants. Certaines écoles sont récentes, comme Kouado III, créée à partir de transferts de Talladjé I, II et III, et de Kouado I et II : ces écoles nouvelles héritent, généralement, des élèves les moins doués et des plus difficiles.

Pour le privé, les maîtres, poussés par les parents, manifestent plus de sérieux. Les parents mettent les moyens. Ce sont les parents (aisés) les plus motivés qui font tout pour inscrire leurs enfants dans les écoles privées comme Canada. Les frais d'inscription sont les plus élevés de la capitale (tarifs équivalents à ceux des écoles Mission mais inférieurs à ceux du Lycée français La Fontaine, non considéré dans cette étude). De plus, les parents doivent nécessairement assurer les fournitures scolaires ainsi que les manuels. Pour les autres écoles privées (Humanité, Imam Malick, Sikia), les enfants sont issus de milieux plus modestes. Les frais d'inscription attendent souvent avant d'être payés ; le matériel didactique fait défaut. Dans ces écoles, certains élèves ont redoublé deux ou trois fois le CM2.

En règle générale, les premières années (jusqu'en 1991) ont été les meilleures : les maîtres étaient payés régulièrement à l'époque ; il y avait peu de grèves. A partir de 91, la situation n'a fait que s'aggraver.

Selon l'inspecteur, les réussites scolaires sont conditionnées par plusieurs facteurs : une politique éducative claire ("il faut savoir ce qu'on veut") ; cette politique doit être cautionnée par la population (ce qui tend à ne plus être le cas actuellement)

et soutenue par tous les partenaires de l'école ; cette politique doit être concrétisée par des moyens matériels et financiers conséquents. L'intelligence de l'enfant compte, bien sûr, mais "l'intelligence est un processus : on ne naît pas intelligent". Toujours selon le même inspecteur, "la personnalité du directeur est également très importante surtout avec un personnel féminin à 90% et tous les problèmes d'instabilité qui s'ensuivent (congés maternité, maladies des enfants, du conjoint, sans compter les absences pour les mariages, les enterrements)."

Des difficultés se sont présentées avec les "directeurs déchargés", c'est-à-dire qui ne sont pas chargés de cours. Ils seraient plus souvent absents, pour des motifs syndicalistes ou personnels... Les problèmes surviennent surtout lorsque les contrôles ne sont pas faits avec efficacité. Théoriquement, les directeurs ont une formation suffisante pour diriger des écoles mais la compétence ne suffit pas. "C'est la fermeté qui compte, alors que certains ferment les yeux sur les défaillances". Comment un directeur pourrait appliquer un règlement strict si lui-même ne s'impose pas une autodiscipline ?

Dans certaines écoles privées (Canada) et certains quartiers riches (Poudrière I), les parents achètent les manuels. Hélas, cela n'est pas envisageable pour les parents pauvres qui ne peuvent mettre leurs enfants que dans les écoles publiques, elles-mêmes fort démunies.

Répondant à la question de l'efficacité des écoles maternelles, l'inspecteur estime que "le fait d'avoir suivi ou non un enseignement préscolaire ne joue pas tellement sur la scolarité sauf dans les premières années." Il y aurait beaucoup à dire sur la nécessité de commencer l'école plus tôt mais les écoles maternelles sont rares (uniquement dans les villes) et réservées, de fait, à une élite : ce sont les mêmes que l'on retrouve dans les écoles privées...

3.3. EX-DISTRICT IV

L'I.E.P.D. de l'ex-District IV supervise 24 écoles publiques dont une école expérimentale (en zarma). Le niveau moyen de réussite au CFEPD est assez bon : 43,6%. Il est plus faible dans l'école expérimentale de Gamkallé (23,6%). Les premières années (de 1986 à 1991), non marquées par des grèves, ont été les plus couronnées de succès (entre 45 et 65%).

Les meilleurs résultats sont observés à Kalley (68,1%), Terminus II (61,8%), Amirou Djibo (59,6%), Wright (54,4%), Gamkallé II (52,5%), Terminus I (49,5%), Nouveau Marché (47,3%), Aéroport III (46,5%). Selon un conseiller pédagogique, ce sont des écoles où les directeurs convient leurs élèves à des cours complémentaires pour les examens. Dès le premier trimestre, les maîtres de CM2 font venir les élèves même pendant le week-end. Ils commencent très tôt à faire des exercices. Les directeurs ont beaucoup d'expérience. La discipline compte beaucoup. La fréquentation est régulière : on fait appel aux parents s'il y a des problèmes. De plus, les parents qui mettent leurs enfants à Terminus (notamment) sont souvent des fonctionnaires. Beaucoup ont des répétiteurs à la maison. Les parents peuvent acheter des livres à leurs enfants. A Kongou-Gonga (56% de réussite en 93), d'autres facteurs jouent : l'école est isolée, calme. Il y a suffisamment de manuels et de fournitures, attribués à cette école précisément du fait de son isolement.

Parmi les écoles qui présentent de mauvais résultats, on note Gamkallé IV (15,5%), Ballaré (18,6%), Saga II (27,9%) et l'école expérimentale de Gamkallé (23,6%). Ballaré est une école nouvelle où, selon le Conseiller pédagogique, on observe des problèmes de discipline et un manque de travail des enseignants. Gamkallé IV, créée en 1988, est implantée très loin d'où les problèmes de fréquentation et la mauvaise volonté des parents. Par ailleurs, l'école expérimentale de Gamkallé ne fonctionne pas "normalement" par manque de suivi, manque de documents, insuffisance de formation des maîtres, le tout couronné par un scepticisme des parents, refroidis par une "expérience" peu concluante.

3.4. EX-DISTRICT V

L'I.E.P.D. de l'ex-District V ne comporte que 15 écoles publiques. Le taux moyen de réussite au CFEPD, sur neuf ans, est de 40,9%. On notera que les meilleures années sont antérieures à 1991 (entre 43 et 68%) et que les résultats sont en baisse depuis ce temps-là : 39,7% en 92, 37,9% en 93, 16,7% en 94 (année perturbée par de nombreuses grèves).

Les anciennes écoles ont les meilleurs résultats : Lamordé I (55,9%), Rive droite II (40,9%). A Nogaré (50%), les bons résultats s'expliquent par l'importance de parents issus du milieu étudiant. A Lamordé I comme à Nogaré, l'équipe des enseignants est ancienne et expérimentée.

Les écoles les moins favorisées sont des écoles nouvelles, telles que Banga-Bana (22,1%) ou sinon des écoles où le personnel a été instable, comme Gawèye I (34,8%) qui présente des résultats en forte baisse depuis 91. Le district se trouve à la périphérie de Niamey, sur la rive droite du fleuve. Il y a peu de parents employés ou fonctionnaires. Les gens ne sont pas riches.

3.5. INSPECTION FRANCO-ARABE

L'inspection franco-arabe supervise 30 écoles dont 9 publiques et 21 privées. On notera que ces écoles, d'implantation récente, sont toutes situées à la périphérie de la ville. Les effectifs sont aussi importants dans le privé que dans le public : 2.295 élèves dans le public contre 2.305 dans le privé en 93-94. Les unités sont nettement plus petites dans le privé, ce qui constitue probablement un facteur de réussite.

Le taux moyen de réussite au CFEPD est apparemment satisfaisant : 44,9%. Il est plus élevé dans le privé (55,6%) que dans le public (31,2%). Beaucoup d'écoles dépassent les 50% de réussite dans le privé : Daawa (79,2%), Sabilou Rachad (75%), Waddou (72,9%), Mamar Touré II (63,8%), Dar al Quran, Nour al Islam (56,3%), Sounati (55,2%), Anassaria (53,4%), Sabilou Alfalahi (53%), Mamar Touré I (50,4%) ; signalons les résultats honorables de Rive droite (47,9%) dans le public.

Les écoles privées sont plus motivées. Elles tiennent à avoir des effectifs importants ; elles doivent donc présenter des rendements satisfaisants. Les fondateurs sont souvent sur place. Les maîtres sont tenus d'enseigner même

pendant les grèves. En tout cas, les grèves sont nettement moins fréquentes que dans le public. Les classes ne sont pas surchargées : les effectifs n'atteignent même pas 30 élèves par classe.

Dans le public, la situation n'est pas la même puisque, à Boukoki I par exemple, il y a trois classes avec 60 élèves par classe.

Il faut rappeler que les épreuves comptant pour le CFEPD ne sont pas les mêmes pour les écoles de type classique que pour les écoles franco-arabes. Dans les écoles franco-arabes, la moitié des épreuves est en arabe et l'autre moitié en français. Le total porte sur 100 points contre 140 points dans le système classique. La lecture et la récitation (en arabe) se font à l'oral dans les écoles franco-arabes contrairement aux écoles traditionnelles où il n'y a plus aucune épreuve orale. La répartition des points selon les matières est la suivante. En français : dictée et question (20), calcul (20), sciences (10) ; en arabe : lecture (20), rédaction (20), récitation (5), histoire et géographie (5).

Après l'école primaire franco-arabe, les élèves sont orientés vers le collège franco-arabe (CEG 5), puis au Lycée franco-arabe, enfin à l'Université islamique de Say ou à l'Université Abdou Moumouni de Niamey. Il est donc difficile de comparer leurs performances à la sortie du primaire puisqu'ils évoluent dans des filières différentes.

Parmi les difficultés que rencontrent les écoles franco-arabes, soulignons les problèmes de trésorerie dans le privé : les parents ont beaucoup de peine à payer les frais d'inscription, surtout depuis quelques années ; le manque de manuels particulièrement en arabe, où l'inspection bénéficie de dons épars de l'Arabie saoudite, du Koweït, de l'Égypte, de la Libye et du Maroc.

Selon l'inspecteur, les résultats seraient comparables aux autres écoles mais il reconnaît que les niveaux sont inférieurs en français. Les maîtres n'ont pas le temps de voir tout le programme, qui est le même que dans les écoles de type classique. Certains élèves sont tout de même très doués, à la fois en français et en arabe.

4. SITUATION DE QUELQUES ÉCOLES

4.1. ÉCOLES PUBLIQUES DE TYPE TRADITIONNEL

4.1.1. Kalley (ex-District IV)

Le directeur de cette école publique est en place depuis 1958. Il enseigne au CM2. Il a refusé un poste de conseiller pédagogique car "il aime la craie". Il prendra sa retraite en 1995 : les parents ont demandé qu'il prolonge sa carrière de deux ans. C'est dire que ce directeur, avec lequel nous avons pu discuter longuement, a de l'expérience et est apprécié.

Dans l'ensemble, cette école, fondée en 1948, a obtenu les meilleurs résultats parmi toutes les écoles publiques de Niamey : 68,1% de moyenne sur neuf ans. Elle se classe au 9ème rang parmi toutes les écoles de Niamey.

Selon le directeur, "pour que ça marche, il faut que le directeur de l'établissement soit un homme de métier, qu'il ait la vocation, qu'il sache encadrer ses maîtres. Ensuite, il faut du suivi dans le travail et de la rigueur. Dans les petites classes (CI, CP), il faut que les maîtres soient chevronnés pour que les bases ne soient pas ratées".

C'est le directeur qui répartit les maîtres dans les différentes classes. Après un mois d'essai, le directeur peut changer l'affectation d'un maître. Le directeur peut proposer de l'aider. Si le maître ne veut pas de son aide, le directeur demande son renvoi.

Il y a beaucoup de femmes parmi le personnel de l'école mais cela ne pose pas de problèmes. Selon le directeur, "lorsque le chef d'établissement est une femme, il y a souvent des heurts entre elles. Il y a des clans qui se forment. Il faut éviter ça. L'école est une famille."

Depuis la transition et la démocratie, dans l'ensemble, "les maîtres sont devenus paresseux, mais ce n'est pas le cas à Kalley ! Maintenant, le syndicat a le dessus sur le gouvernement. Donc les maîtres suivent davantage les directives des syndicats que les conseils des directeurs".

En 93-94, le directeur avait pris de l'avance dans son programme en prévoyant qu'il y aurait des grèves en cours d'année. Tous les candidats au CFEPD viennent à l'école le samedi matin et ils font des exercices ensemble. Les maîtres les supervisent. Le directeur reconnaît que certains élèves ne savent pas lire au CM2. En règle générale, ils sont meilleurs en calcul.

Dans le quartier, en majorité, les parents sont pauvres, bien qu'il y ait quelques employés et fonctionnaires. Certains parents peuvent acheter des livres pour leurs enfants mais ils sont rares.

4.1.2. Lamordé I (ex-District V)

Cette école a été fondée en 1955. Le directeur actuel est en place depuis trois ans. Les enseignants sont là depuis plus de 15 ans pour certains, d'autres depuis 12 ans, 8 ans, 5 ans. Le directeur a vingt ans d'ancienneté. C'est donc une "vieille" école avec du personnel stable et expérimenté.

Au total, il y avait 666 élèves en 93-94 pour 13 classes. Au CM2, il y avait 139 élèves pour 3 classes, ce qui donne une moyenne de 43 élèves par classe, soit un effectif raisonnable. Dans le quartier, il y a beaucoup d'écoles proches les unes des autres.

C'est un vieux quartier de Niamey, fondé par des Peuls. En plus des villageois d'origine, éleveurs, cultivateurs, jardiniers, petits commerçants, il y a des fonctionnaires, des étudiants, des manoeuvres du C.H.U., etc.

Les raisons des bons résultats de l'école Lamordé I (55,9% de moyenne sur neuf ans, 19ème rang parmi toutes les écoles de Niamey) sont nombreuses. Selon le directeur, on peut retenir les facteurs suivants : la gestion rigoureuse du personnel et des élèves : pas de laisser-aller ; la conscience professionnelle des maîtres : chacun sait ce qu'il doit faire ; le soutien vis-à-vis des maîtres : lorsqu'ils ont des difficultés, notamment avec les nouveaux programmes, le directeur doit intervenir pour les aider ; des effectifs peu élevés : cela est certainement dû au fait qu'il y a trois écoles dans le quartier (Lamordé I et II, et Néni-Goungou). Le quartier est calme et relativement favorisé. Il est équipé d'un dispensaire rural. Les élèves malades peuvent se faire soigner rapidement.

Certains parents sont relativement aisés : ce sont des cadres, des cadres moyens ou des employés. Environ 10% des élèves ont des livres personnels. L'école elle-même est fort mal lotie en livres. Au CI, tout se fait au tableau. Au CP, les livres sont en très mauvais état. Au CM2, ils disposent de 15 livres de lecture qu'ils doivent se passer de classe en classe. En revanche, au CE, il y a moins de problèmes : 1 livre par table. Il n'y a pas de bibliothèque dans les environs immédiats.

Parmi les parents, peut-être 20% savent lire et écrire. Les anciens, qui ont fréquenté cette école, sont maintenant fonctionnaires. Cependant, on ne peut pas parler de soutien effectif des parents aux maîtres et aux élèves. Certains parents aident leurs enfants à la maison mais la majorité des parents ne les suivent pas. Il y a même des parents hostiles à l'école. Toutefois, presque tous les enfants sont scolarisés. En moyenne, les parents répondent aux convocations. L'Association des Parents d'Élèves (A.P.E.) avait demandé une cotisation pour construire un mur de clôture mais, du fait que l'ancien bureau avait détourné les fonds, rien n'a été possible.

Pour améliorer l'école, d'après le directeur, il faudrait "mettre les gens (maîtres et élèves) dans de bonnes conditions de travail" : matériel, manuels, clôture (pour la sécurité), versement régulier des salaires...

A la question de la baisse des niveaux, le directeur estime qu'elle est due en partie aux nouvelles méthodes et surtout à la mauvaise formation des maîtres. Les enseignants ne se "sacrifient" plus comme autrefois. Les élèves sont moins motivés. Selon le directeur, la suppression des châtiments corporels aurait eu une conséquence négative : l'absence de crainte du maître, d'où l'indiscipline.

En 93-94, cinq élèves dans la classe de CM2 ne savaient ni lire, ni écrire. L'Inspection les a fait passer de classe en classe sans tenir compte des propositions des maîtres. La majorité des élèves peuvent "déchiffrer". Selon le directeur, les résultats au CFEPD sont relativement significatifs : celui qui a son certificat sait lire. Mais il faut tout de même noter que les moyennes en orthographe sont catastrophiques : seulement 10% des élèves n'ont pas zéro en dictée. Les élèves font énormément de fautes dans les rédactions. Les résultats au certificat sont basés

surtout sur l'étude de textes, les mathématiques et l'étude du milieu selon les coefficients suivants :

- étude de textes	40
- calcul	40
- étude du milieu (sciences naturelles, histoire et géographie)	30
- rédaction et écriture	15
- dictée	10
- dessin	5

Les perturbations politiques ainsi que les grèves, dues à des revendications salariales, ont créé beaucoup de troubles dans les écoles. A Niamey, les élèves sont très vite informés de tout ce qui se passe maintenant.

4.1.3. Aéroport III (ex-District IV)

Cette école publique, récente (fondée en 1985), présente de bons résultats depuis quelques années : 76,1% en 90-91, 59% en 91-92, 51,3% en 92-93, et une moyenne honorable sur huit ans : 46,5% (38ème place). Comment peut-on expliquer cela ? L'actuel directeur, en place depuis deux ans, nous a fourni quelques explications.

Les élèves sont des enfants de fonctionnaires pour la plupart (proximité de l'aéroport). Ils sont aidés par leurs parents à la maison ou par des répétiteurs. Ils n'ont pas tellement de problèmes de matériel : livres, cahiers... Ils ont une certaine émulation. Ils veulent imiter leurs parents. Le copinage joue aussi : "j'ai un ami qui travaille. Il faut que je sois sur le même pied d'égalité."

En ce qui concerne l'équipe pédagogique, c'est la rigueur qui joue. L'équipe est très soudée. Les relations sont très cordiales entre eux. Il y a une rotation des maîtres. Certains sont là depuis longtemps. "Le résultat d'une équipe dépend de la tête. Certains maîtres préfèrent s'en aller car ici il n'y a pas de laisser-aller." L'actuel directeur a adopté la même tactique que son prédécesseur : pas d'absence non justifiée pour les élèves comme pour les maîtres.

Les parents soutiennent bien l'école. Pour preuve, l'école vient d'obtenir la construction d'un mur de clôture financée par la mairie. Les parents avaient fait construire une première partie à leurs frais (deux côtés) ; la mairie a complété, voyant qu'il fallait aider ces "parents de bonne volonté". La caisse pour les petites

réparations, tenue par l'Association des Parents d'Elèves, est toujours dotée. On entretient régulièrement les murs... A la fin de chaque composition, à la demande des parents, les maîtres rencontrent les parents pour expliquer l'évolution du travail.

Il y a une préparation spéciale à l'approche des examens. Vers la fin avril, le programme est déjà vu. Dès octobre, il y a des travaux collectifs de révision tous les samedis. Certains maîtres se font traiter de "trop zélés". Il y a de la jalousie.

Les effectifs sont souvent pléthoriques : 67 élèves dans chaque classe de CM2 en 93-94.

Malgré les problèmes de grèves, les résultats sont restés corrects.

Compte tenu des bons résultats obtenus, le directeur regrette que l'État ne les encourage pas davantage.

4.1.4. Kalley-est III (ex-District III)

Cette école publique a été créée en 1988, avec quatre classes. Les élèves de CI ont été recrutés sur place tandis que les élèves de CP et CE1 étaient transférés de Kalley-est I et II. Des classes entières ont été transférées, sans problème.

Les premiers résultats étaient acceptables : 45,3% en 92, mais les années suivantes ont été moins brillantes : 36,6% en 93 et 25,3% en 94, soit une moyenne de 35,8% sur trois ans (66ème place).

L'actuelle directrice explique ainsi la médiocrité des résultats : les grèves ont causé beaucoup de perturbations ; il n'y a pas de suivi à la maison : les enfants jouent au football ou traînent dans les rues ; il n'y a pas eu de révision en fin d'année 93-94 ; le programme n'était pas achevé. Les élèves de CM2 ont pourtant des cours complémentaires le mercredi après-midi et le samedi matin. Ces travaux de groupe sont conseillés ; la plupart y assistent.

Les parents sont assez modestes : beaucoup d'artisans, de revendeurs ; quelques fonctionnaires ; des cultivateurs. La majorité des parents sont illettrés. Ce sont surtout les mères des élèves qui assistent aux journées porte ouverte. Les rapports avec les parents sont assez bons mais beaucoup envoient quelqu'un de la famille à leur place lorsqu'ils sont convoqués.

Le gardien temporaire est payé par les parents. C'est le seul problème notable. Les parents ne veulent pas payer 500 F CFA par mois pour ce gardien.

4.1.5. Aéroport II (ex-District IV)

L'actuel directeur de cette école publique est en place depuis quatre ans, l'école ayant été fondée en 1978.

Contrairement à Aéroport III, cette école présente de faibles résultats (32,1% en moyenne, 83ème place), surtout depuis 1989 : 17,8% en 89, 26,2% en 90, 20,6% en 91, 28,2% en 92, 29,8% en 93 et 29,6% en 94.

"Les élèves sont des enfants de prolétaires, de paysans : ils ne peuvent pas être suivis par leurs parents ou par des répétiteurs. Les parents sont des ouvriers, des manoeuvres, des cultivateurs ; certains ne travaillent pas." Le directeur a fait un petit sondage pour apprécier les conditions de vie des élèves : ils ne mangent pas bien ; ils n'ont pas d'électricité chez eux ; ils doivent "bricoler" pour soutenir leurs parents, par exemple en vendant des petites choses ; ils doivent collaborer aux travaux domestiques.

Très peu de parents parlent français : peut-être 10% au maximum. La plupart des réunions se font en langues nationales. Du reste, peu de parents y participent, certains ne venant jamais à l'école : ils ne savent même pas dans quelles classes se trouvent leurs enfants lorsqu'ils viennent signer les certificats de scolarité.

Le personnel enseignant est composé de quatre hommes et de huit femmes. Il y a une bonne ambiance. Des réunions se tiennent tous les deux mois.

Pour les enfants qui ont des problèmes, le directeur essaie de convoquer les parents individuellement. Ils ont peur des convocations écrites, ne sachant de quoi cela retourne. Certains enfants se désintéressent complètement du travail.

Il y a beaucoup de redoublants, surtout au CM2 : 28 redoublants sur 72 en 93-94.

Des exercices sont proposés le samedi matin aux candidats pour le CFEPD.

Le directeur avait tenu à finir le programme vers le début mai. Après cela, il y a eu quelques examens blancs. Une amélioration a été observée en 93-94, malgré les grèves.

Il y a un manque crucial de livres : pas de livres de lecture pour les CM depuis quatre ans. Pour les petites classes, il y a un livre pour trois élèves. Les parents sont trop démunis pour acheter des livres à leurs enfants : seulement 2 ou 3 élèves sur 60 peuvent disposer de livres personnels. Il n'y a pas de livres de calcul non plus pour les élèves.

Les élèves n'ont pas de travail à faire à la maison, sauf pendant les congés.

Les effectifs sont pléthoriques : 72 et 69 élèves dans les deux classes de CM2.

Les maîtres sont réguliers mais les élèves beaucoup moins : environ 70% de taux de fréquentation.

Pour améliorer les rendements de l'école, selon le directeur, il faudrait accroître la sensibilisation auprès des parents ; il faudrait décongestionner les classes : 65-70 élèves par classe, c'est trop ; il faudrait aussi disposer de matériel en quantité raisonnable. L'A.P.E. devrait se charger de la sensibilisation auprès des parents mais "avec le multipartisme, les gens préfèrent s'occuper de politique". Les grèves ont beaucoup perturbé l'école : les enseignants suivent les syndicats à 100%. L'État devrait aussi faire davantage d'efforts pour la sensibilisation des parents, par l'intermédiaire des médias (radio, télévision, presse).

Questionné sur l'opportunité d'un enseignement en langues nationales, le directeur n'y croit guère : "que ce soit en français ou en langues nationales, l'essentiel est que les parents motivent leurs enfants. Les parents ne croient guère dans l'école. Ils voient des lycéens qui ne font que boire du thé..."

4.1.6. Deizébon (ex-District II)

Cette école publique est récente : elle a été créée en 1989. Autrefois (dans les années 70), les écoles nouvelles étaient prioritaires pour le matériel mais maintenant ce n'est plus le cas. Par ailleurs, lorsque l'on crée une école nouvelle, le directeur rencontre les responsables des écoles qui seront délestées de manière à ce que les transferts se fassent de manière équitable. Mais dans le cas présent, le directeur n'était pas nommé au moment de la fondation de la nouvelle école et n'a donc pas pu participer aux transferts. Comme dans bien d'autres cas, ce sont les élèves les plus faibles, les redoublants, dont on se débarrasse. Dans le cas présent, les élèves

transférés provenaient de Diori I, Diori II et Zongo. C'est ce qui explique que les écoles nouvelles ont souvent des résultats médiocres dans les premières années.

Les années 92-93 et 93-94 ont été émaillées de grèves ; les résultats au CFEPD s'en sont ressentis : 6 élèves sur 45 ont obtenu leur certificat en 92-93 (13,3%), 14 sur 88 en 93-94 (16,1%), soit une moyenne de 15,2% sur deux ans, soit l'une des plus mauvaises moyennes de Niamey (130ème place). Les grèves de fin d'année ont porté un coup dur. Le programme avait été vu mais il n'y a pas eu d'examens blancs ni de révision des programmes au mois de juin.

Les enfants habitent dans un quartier pauvre où ils sont mal logés. Les parents ont des "petits métiers" comme tailleurs, mécaniciens, revendeurs... La majorité des parents ne savent ni lire, ni écrire.

Les parents viennent aux réunions mais s'attendent toujours à devoir payer quelque chose d'où leur réticence à s'approcher de l'école. En 93-94, ils ont dû cotiser pour acheter deux tonneaux, du fait qu'il n'y a pas l'eau courante dans l'établissement.

Les élèves sont assez réguliers : plus de 80% ont une fréquentation régulière. Toutefois, certains élèves rejettent l'école : soit que l'enfant a peur du maître, soit que l'école est éloignée... Les problèmes familiaux jouent également sur la fréquentation des élèves. Il y a un dispensaire à côté de l'école si bien qu'il n'y a pas de gros problèmes de santé.

Les manuels sont nettement insuffisants, notamment les manuels de lecture du CI au CE2 où les élèves ne disposent que d'un manuel pour trois en moyenne. Certains élèves viennent avec leurs livres personnels mais les cas sont très rares. Pour les classes supérieures, le livre de CE2 n'est pas diffusé. Dans les classes de CM, c'est l'ancien programme avec le livre de lecture "Afrique, mon Afrique". Il y a une dizaine de livres pour tous les CM2 ; quatre ou cinq élèves ont leurs propres livres.

Selon le directeur, la formation des maîtres est insuffisante. On leur demande de "s'autoformer". Une cellule pédagogique rassemble les 62 maîtres de 5 écoles. L'inspection n'a pas assez de conseillers pédagogiques. Ils se réunissent deux fois par mois, le mercredi matin. L'actuel directeur de Deizébon est responsable de cette

cellule. Ils examinent ensemble les leçons qui leur paraissent difficiles. On présente des leçons, on fait des critiques, on établit des plans. Durant l'année 93-94, il n'y a eu aucune visite de l'inspection.

Ils donnent parfois des cours complémentaires aux élèves de CM, pour ceux qui ne suivent pas.

4.1.7. Saga II (ex-District IV)

L'école publique Saga II, fondée en 1985, se trouve à la périphérie de Niamey, de fait en milieu rural. Les résultats de cette école ne sont pas brillants, surtout à partir de 91 : 35% en 91, 19,8% en 92, 15% en 93 ; la moyenne est de 27,9% sur six ans (100ème place). En 94, les résultats ont été relativement bons (29,5%) par rapport aux autres résultats de Niamey.

Le directeur, que nous avons rencontré, est en place depuis un an. Il explique ainsi les mauvais résultats de cette école.

Les enfants sont issus d'un milieu rural. Ils n'ont pas le minimum pour réussir : pas d'électricité chez eux ; ils étudient avec la lampe tempête ; certains n'ont même pas de pétrole. Les conditions de vie des familles sont très difficiles : ce sont des paysans. Ils n'ont pas les moyens d'acheter personnellement des livres et le peu que fournit l'État est insuffisant. Les paysans sont couverts de dettes. Ils empruntent des sacs de riz avant la récolte.

Les parents ne s'intéressent pas tellement à l'école. Ils ne savent même pas dans quelles classes sont leurs enfants. Ils pensent que "même si l'enfant n'étudie pas, sa destinée est déjà tracée". Les enfants sont abandonnés à eux-mêmes. Les parents ne se soucient pas de l'éducation de leurs enfants. Ils ont une conception toute faite du destin : "Le plus grand richard de Saga n'a même pas étudié ! Il a des immeubles un peu partout."

Les travaux domestiques pèsent aussi sur les enfants. Ils doivent faire les commissions, travailler dans les rizières, occupation principale des parents. Les enfants participent surtout au repiquage et au désherbage, le mercredi après-midi et le samedi.

"Avec la nouvelle politique de l'État où les brevetés n'ont pas de places, pour les parents, ça ne les encourage pas." Ils savent pertinemment qu'il faut "une faveur pour obtenir un emploi dans ce pays". De plus, ils ressentent que l'enfant est un peu coupé de ses parents lorsqu'il est allé à l'école.

Des problèmes de santé se posent également puisqu'il n'y a pas de dispensaire à Saga. "Les enfants peuvent faire des crises de palud et s'absenter pendant une ou deux semaines. Il faut au moins 600 F CFA pour aller en ville, sans compter les frais d'ordonnance. Il y a eu beaucoup de morts cette année."

Pour l'encadrement pédagogique, il y a une cellule d'animation pédagogique pour Saga. Les maîtres se rencontrent peut-être deux fois par mois pour soulever des problèmes et présenter ou assister à des leçons. Il y a une cellule parallèle dans l'école.

Le directeur actuel a réorganisé l'école. Mais en 93-94, les deux mois de grève ont causé de graves perturbations. Il a essayé d'apporter de la rigueur dans l'école, ayant remarqué qu'il y avait un certain laisser-aller avant. Il a fait tout son possible pour approcher les parents mais c'est extrêmement difficile. Il essaie de les persuader que "même si l'enfant sait lire et écrire, c'est déjà bon".

Il y a des cours complémentaires pour les candidats au CFEPD le samedi, de 7h30 à 12h30, à partir de novembre. Même avec les grèves, en 93-94, ils avaient vu tout le programme mais les révisions ont été perturbées. Aux examens blancs, il y avait autour de 50% de réussite.

Très peu de parents parlent français à Saga. Très rares sont les parents qui ont des livres. Le milieu n'incite pas les élèves à travailler.

L'ambiance est bonne entre les maîtres, qui ne demandent pas à partir.

Interrogé sur l'alternative des écoles en langues nationales, le directeur pense "qu'une école en langue nationale pourrait faciliter la compréhension mais il n'est pas certain qu'elle ait un rendement comme on le voit avec l'école expérimentale de Gamkallé".

Pour améliorer les résultats de l'école, le directeur pense qu'il faudrait d'abord "aider ces pauvres gens en améliorant leurs conditions de vie. Il est difficile d'étudier quand le ventre n'est pas plein, quand on est malade. On ne ressent pas que Saga est à côté de la ville. C'est un gros village qui n'a pas de marché, pas de dispensaire."

Il y a moins de 50 élèves par classe. "Les élèves sont très fragiles. Ils viennent à l'école mais ils s'absentent beaucoup. Ils restent à la maison. Leur situation s'aggrave."

4.2. ÉCOLES PRIVÉES DE TYPE TRADITIONNEL

4.2.1. Mission garçons (ex-District II)

Cette école a été fondée en 1949 : c'est la plus vieille école privée de Niamey. La Directrice, que nous avons rencontrée, est en place depuis cette année 94-95.

Les résultats sont très bons dans l'ensemble (88,3%, 2ème place), bien que légèrement plus faibles que ceux de Mission filles (95,9%, 1ère école de Niamey quant aux résultats) : les garçons seraient "moins travailleurs et moins faciles à suivre que les filles". A Mission filles, il y a aussi le fait que les enseignantes sont en place depuis très longtemps et maîtrisent parfaitement les programmes. En revanche, à Mission garçons, le personnel a davantage bougé.

En règle générale, la directrice explique les bons résultats des écoles Mission du fait que les enseignants ont une réelle conscience professionnelle. Les parents paient pour la scolarité de leurs enfants (25.000 F CFA par an) et pour les livres (obligatoires), si bien qu'ils sont exigeants quant aux rendements. Il y a moins de grèves qu'ailleurs. On n'ose pas "grever". Du reste, au moment de l'enquête (7 octobre 1994), toutes les écoles publiques étaient en grève mais non pas les écoles privées.

Il y a une forte demande de la part des parents qui "viennent pleurer pour qu'on prenne leurs enfants". La réputation de l'école n'est plus à faire... Les effectifs augmentent d'année en année, jusqu'à 70 élèves par classe. En 93-94, il y avait 800 élèves pour 12 classes, soit un ratio de 66 élèves par classe.

Les parents sont fonctionnaires pour la plupart mais cela n'empêche pas que certains parents sont assez pauvres : ils se débrouillent pour payer la scolarité en plusieurs fois ou bénéficient de quelques aides. La majorité d'entre eux savent lire et écrire et poussent leurs enfants à travailler. Quelquefois, ils paient même des répétiteurs à la maison, s'ils n'ont pas le temps de les suivre.

Notons que dans les écoles Mission, comme pour l'ensemble de Niamey et du Niger, les Chrétiens sont très peu nombreux : 10 ou 20 élèves sur 800.

Par la suite, certains élèves entrent au Lycée La Fontaine, en 6ème, où ils peuvent obtenir de bons résultats.

Concernant la formation des maîtres, ils sont recrutés avec le niveau BEPC (Brevet d'étude du premier cycle) - autrefois, les premiers maîtres n'avaient que le certificat d'étude - et suivent des cours de formation théorique à l'INDRAP (Institut national de documentation, de recherche et d'animation pédagogiques). Il y a également des journées pédagogiques organisées par l'Inspection où des maîtres expérimentés font des leçons. Les maîtres qui entrent à l'école Mission sont en stage pendant deux ans : ils observent les "anciens" ou les remplacent éventuellement lorsqu'ils sont absents.

Quant au suivi des maîtres et des programmes, les directeurs suivent l'emploi du temps des maîtres, l'évolution des programmes et la présence des élèves, la rigueur étant de mise.

Aucun parent ne réclame qu'on enseigne les langues nationales.

4.2.2. Canada filles (ex-District III)

Du bref entretien que nous avons eu avec un maître de Canada filles (école fondée en 1961), il ressort que les bons résultats de cette école privée (85,5% de moyenne sur neuf ans, 3ème place), dirigée par des Soeurs canadiennes, s'expliquent surtout par la volonté des enseignants. Les maîtres font travailler les enfants. Ils peuvent aussi "déranger" les parents en cas de problèmes. Il y a une prise de conscience du travail bien fait de la part des maîtres. "On prend goût à faire

bien marcher les enfants." Les maîtres ne sont pourtant ni plus ni moins "capés" qu'ailleurs. Ils suivent des sessions pédagogiques organisées par la mission.

Les enfants proviennent de milieux plutôt favorisés mais, selon ce maître, cela n'explique pas tout. Tous les élèves ont des manuels achetés par leurs parents. Ils peuvent travailler à la maison : lecture pour les petites classes, exercices pour les CM.

Les maîtres participent parfois à des grèves de soutien, pendant un jour ou deux, mais cela s'arrête là. Ils reprennent ensuite le travail.

4.3. ÉCOLES EXPÉRIMENTALES

4.3.1. Lazaret (ex-District II)

Cette école expérimentale en langue hausa a été fondée en 1983. L'actuel directeur est en place depuis 1984. Les premiers résultats au CFEPD, en 89, étaient honorables : 56,5% de réussite. Les maîtres avaient bénéficié de séminaires de formation et étaient bien encadrés. Par la suite, la situation n'a fait que se dégrader ainsi qu'on le constate à travers les résultats : 46,2% en 90, 13,6% en 91, 22,9% en 92, 9,1% en 93, avec, toutefois, une amélioration en 94 : 29,5%. La moyenne est faible (26,1%, 112ème place) mais comparable à celle de l'école publique traditionnelle Lazaret I, située dans un quartier proche.

Il y a eu un désengagement au niveau de l'encadrement. Les maîtres affectés dans cette école n'avaient même pas de formation spécifique.

Le statut particulier, mal défini, des écoles expérimentales a joué en leur défaveur : elles dépendent de la Direction de la réforme de l'enseignement (anciennement Secrétariat permanent de la réforme de l'enseignement). Or, cette Direction n'a pas les moyens matériels et humains pour encadrer le personnel enseignant. Il n'y a aucun inspecteur ni aucun conseiller pédagogique, depuis quatre ou cinq ans. Le directeur de Lazaret nous avoue : "on a l'impression que ça ne les intéresse pas". Les inspecteurs de l'école traditionnelle ne s'occupent pas non plus des écoles expérimentales, puisqu'ils n'en ont pas la charge.

Les résultats catastrophiques de 93 - outre les perturbations liées aux multiples grèves - peuvent s'expliquer par le fait que c'est le même maître qui a suivi le même groupe d'élèves depuis le CI jusqu'au CM2. Il avait pourtant fini le programme. Il avait 10 à 12 ans d'expérience. Selon le directeur, "laisser une classe entre les mains d'un même maître depuis le CI jusqu'au CM2, cela donne l'occasion de juger le maître". Oui, mais à quel prix !

Le Niger semble s'être orienté vers une éducation de masse : il faut qu'un fort pourcentage d'élèves arrivent au CM2. Mais là, il y a le barrage du certificat.

Dans le quartier Lazaret, il n'y a que 10% des parents, environ, qui sont employés ou fonctionnaires. Le reste est illettré : petits commerçants, cultivateurs, artisans.

A une certaine période, les parents étaient réticents par rapport à l'école expérimentale. Il n'y a pas eu un bon travail de sensibilisation. Les inspecteurs n'y étaient pas associés. Il fallait "se démener" pour recruter les élèves, pour avoir une trentaine d'élèves. Maintenant, il peut y avoir 65 élèves au CI.

Les écoles expérimentales bénéficiaient d'aides extérieures : UNESCO, PNUD, UNICEF... Les écoles percevaient aussi des subventions : 50.000 F par an. Il y avait également des aides alimentaires. Dans les années 88-89, tous les projets se sont retirés.

Lorsqu'on a décidé de créer une école expérimentale hausa à Lazaret, on a mal étudié le milieu car, en fait, il n'est pas homogène sur le plan linguistique. Il y a des Hausa mais aussi des Zarma. Il y a également des différences de dialectes.

Les parents de Lazaret mettent leurs enfants à l'école expérimentale essentiellement pour des raisons de proximité, et aussi parce qu'ils n'ont pas trouvé de places ailleurs. Il n'y a pas vraiment d'adhésion positive de la part des parents. Du reste, "il faut avoir un certain niveau d'instruction pour apprécier les objectifs d'une école".

Au CM2, 50% des élèves environ peuvent lire un texte en langue hausa, et même parfois davantage. La faiblesse réside dans le français. D'après le directeur, les résultats au certificat reflète le niveau de la classe.

Le maître de CM2, en 93-94, ne faisait pas de cours complémentaires, cours de rattrapage. Apparemment, il n'avait pas eu une formation suffisante. "L'art n'était pas maîtrisé".

Faut-il attribuer l'échec des écoles expérimentales au programme lui-même ou à ceux qui sont chargés de l'exécuter ? Malheureusement, les deux y ont contribué probablement. "On s'est trop précipité."

"Il y a une inégalité des chances entre l'école expérimentale et l'école de type classique. On avait pensé que l'acquisition du français serait facilitée du fait qu'on aurait été déjà alphabétisé dans sa propre langue, mais c'est loin d'être le cas. La pédagogie est différente selon les langues. La transition des langues nationales au français a été très mal vue, pour ne pas dire escamotée : les maîtres doivent improviser. A la fin du primaire, les élèves ne possèdent ni leur langue, ni le français. Ceux qui arrivent à passer en 6ème, ils sont assez bons en mathématiques mais pas en français."

Pour remédier à cette situation, selon le directeur, on ferait mieux d'enseigner les langues nationales comme matières, à partir du CE2. Ou bien, au CI, il y aurait une initiation dans une langue nationale en même temps que le français. Au fur et à mesure, on diminuerait la masse horaire en langue nationale. "Ça ne sert à rien si les langues nationales ne sont pas valorisées dans le certificat." Il ne faut pas attendre trois ou quatre ans avant de commencer le français.

Par ailleurs, il faudrait fixer clairement le statut des écoles expérimentales et définir leur encadrement. Des inspecteurs et des conseillers pédagogiques devraient nécessairement encadrer les maîtres de ces écoles nouvelles.

4.3.2. Gamkallé (ex-District IV)

Cette école expérimentale en langue zarma a été fondée en 1983.

En 89, c'est la première promotion qui a passé le certificat, avec l'ancien directeur. Le travail n'était pas fait selon les normes, surtout au CM2. Les résultats ont été mauvais (8,9% de réussite au CFEPD). Le maître n'avait pas terminé le programme. L'enseignement était en dents de scie. La présentation des leçons n'était pas bonne. Il y avait également des problèmes de discipline.

Les cours sont organisés de la manière suivante : CI et CP, uniquement en zarma ; CE1 : zarma avec introduction du français (langage et lecture) ; CE2 : français et zarma (grammaire, lecture et rédaction) avec plus d'heures consacrées au français qu'au zarma ; CM1 et CM2 : français et zarma (90 mn de grammaire, 60 mn de lecture et 60 mn de rédaction par semaine).

A noter qu'il n'y a pas de manuels adaptés en zarma au niveau des CM. Au CE1, toutes les leçons - sauf la grammaire - doivent être adaptées d'après des manuels en français. Même en mathématiques, de la 1ère à la 4ème année, le maître doit faire sa "traduction". Des problèmes de terminologie se posent en mathématiques au CE2 si bien qu'on laisse les maîtres enseigner en français.

Les résultats au CFEPD n'ont jamais été satisfaisants : 8,3% en 89, 21,2% en 90, 26,4% en 91, 30,6% en 92, 17,4% en 93. Paradoxalement, l'année 93-94 a été meilleure (31,9%). Les résultats d'ensemble sont plutôt médiocres : 23,6% en moyenne sur six ans, 117ème place (les écoles traditionnelles de Gamkallé présentent de meilleurs résultats à l'exception de Gamkallé IV).

L'actuel directeur, que nous avons rencontré, nous a longuement expliqué la situation.

Les élèves commencent à apprendre le français en 3ème année (CE1). Cela leur cause un énorme retard par rapport aux autres. Les élèves sont défavorisés du fait qu'ils ont moins d'années pour apprendre le français. Au CFEPD, il n'y a pas d'épreuves dans les langues nationales. Il pourrait y avoir 50% (comme dans les écoles franco-arabes) ou même 25% des épreuves dans les langues nationales, mais ce n'est pas le cas. Donc les élèves et les maîtres en sont arrivés à penser que c'était un travail inutile.

Les maîtres sentent qu'ils ont été lâchés depuis 1990 : il n'y a plus eu de suivi. Aucune visite du Secrétariat permanent à la réforme de l'enseignement alors qu'auparavant il y avait des tournées d'inspection des encadreurs des cellules de français, mathématiques, langues, et des activités pratiques et productives (A.P.P.). Autrefois, il y avait des appuis de l'UNESCO. Jusqu'en 88-89, il y avait un suivi puis

tout s'est arrêté. La prime de recherche de 3.000 F CFA par mois qui était accordée aux maîtres des écoles expérimentales a été supprimée en 1989.

En 93-94, il n'y a même pas eu de maître pour le CI. En conséquence, cette année (94-95), il n'y aura pas de CP.

En 88-89, il y avait 54 élèves en 1ère année, mais les résultats catastrophiques au CFEPD ont découragé les parents. "Depuis ce temps, les parents ne viennent ici pour le recrutement que lorsqu'ils ne trouvent pas de place au centre-ville." Si bien qu'en 89-90, il n'y avait que 15 élèves au CI. Après les effectifs sont remontés un peu.

Les écoles expérimentales souffrent d'un manque de statut clairement défini. Au départ, il ne devait pas y avoir de renvoi jusqu'à la 9ème année. Il était entendu qu'ils devaient former les élèves sur tous les plans : menuiserie, élevage, mécanique, économie familiale, de sorte que les élèves ne pouvaient pas sortir de l'école sans avoir un métier. Mais rien n'a été fait dans ce sens. Les deux élèves qui avaient été admis la première année sont entrés au CEG. En fait, le Secrétariat permanent à la réforme de l'enseignement n'a pas obtenu un statut spécial pour les écoles expérimentales. Cet échec a rendu les parents réticents. Maintenant, c'est lorsque l'école voisine, Gamkallé IV, a fait le plein de ses effectifs que les élèves viennent s'inscrire à l'école expérimentale, faute de mieux.

Selon le directeur, "si les maîtres étaient suivis, ça pouvait marcher. Mais lorsque les maîtres ne possèdent ni la langue nationale, ni le français, alors les élèves ne gagnent sur aucun tableau. Les maîtres sont envoyés comme ça, sans recyclage."

Ce sont seulement les "intellectuels" qui peuvent suivre leurs enfants, alors qu'à Gamkallé, c'est une école complètement rurale. Les parents ne suivent pas leurs enfants à la maison bien que les maîtres le leur demandent constamment. Cela se vérifie très facilement lorsqu'on demande aux élèves de réciter les leçons de la semaine, certains ont tout oublié. Peut-être 2 élèves sur 47 peuvent répondre correctement. Les parents ne viennent même pas à l'école mais envoient quelqu'un de la famille à leur place.

En général, les effectifs sont réduits, sauf au CM2 où ils étaient 47 en 93-94.

Pour les manuels, ils ont l'essentiel à part au CE2 où aucun livre de lecture n'est encore édité. Le maître recopie le texte au tableau.

Près de 50% des élèves savent bien lire en français au CM2. L'enfant qui a des difficultés en zarma a aussi les mêmes difficultés en français. Tous ceux qui ont de la peine à lire en zarma ont également des difficultés en français. Les 50% d'élèves qui savent lire et écrire en français, savent aussi lire et écrire en zarma.

Malgré tout cela, depuis deux ans, les résultats dans l'école expérimentale de Gamkallé sont meilleurs que ceux de l'école traditionnelle voisine, Gamkallé IV.

Quel sort devrait-on réserver aux "écoles expérimentales" ? A cette question, le maître répond, amer : "S'il n'y a pas de suivi des enseignants, autant supprimer les écoles expérimentales que de les laisser végéter ! Les critiques sont nécessaires pour améliorer les rendements. Sur sept maîtres que compte l'école, quatre ont suivi une formation spéciale, les trois autres n'ont reçu qu'un complément de formation sur le tas. L'expérimentation dure depuis 1975 ! Les maîtres ont demandé une évaluation pour voir si c'est positif, mais rien n'a été fait et rien ne se fera probablement." La mort à petit feu...

4.4. ÉCOLES FRANCO-ARABES

4.4.1. Rive droite

Cette école franco-arabe publique a été fondée en 1981. Il y avait 560 élèves inscrits en 93-94, dont 1 classe de CM2 de 60 élèves.

Dans l'ensemble, les résultats au CFEPD sont assez bons : 54,2% en 94, 47,9% en moyenne sur sept ans (35ème place). Selon le directeur, cela est dû surtout au travail des maîtres et des élèves.

Le problème de la cohérence des programmes est soulevé : les écoles franco-arabes utilisent des manuels en provenance de la Libye ou du Maroc du CI au CE2, puis des manuels saoudiens, égyptiens ou libyens ensuite, les ouvrages égyptiens et libyens étant plus faciles.

Le directeur lui-même enseigne l'arabe. Il l'a appris au Niger, du CI jusqu'en terminale. Il peut s'exprimer en arabe. Il est hausa d'origine et a vécu à Agadez.

La volonté du maître est extrêmement importante pour le succès de l'école. L'équipe des enseignants doit être dynamique : cela dépend évidemment des affectations. Le problème se situe surtout dans les petites classes : CI et CP.

La majorité des parents sont des paysans. Il y a quelques rares employés et fonctionnaires. Les Peuls sont les plus nombreux dans ce quartier de la rive droite. Les parents sont illettrés en français mais beaucoup savent déchiffrer des bribes d'arabe. Beaucoup d'adultes peuls ont suivi l'école coranique : peut-être 30 à 40% des parents. Seuls les employés et fonctionnaires, représentant environ 10% des parents, ont une connaissance du français.

En ce qui concerne les épreuves comptant pour le certificat, il faut souligner que les épreuves de calculs et de mathématiques sont presque les mêmes dans les écoles franco-arabes que dans les écoles classiques. La moitié des épreuves est en français, l'autre moitié en arabe, selon les coefficients suivants :

- en français : dictée (10) et questions (10), sciences naturelles (10), calcul (20)
 - en arabe : lecture (20), récitation (5), rédaction (20), étude du milieu (5)
- soit 50 points en français et 50 points en arabe.

Pour la dictée, un petit texte est soumis aux candidats, qui présente les mêmes difficultés que pour les écoles classiques. Notons que l'histoire et la géographie sont enseignées en français aux CE1 et CE2, puis en arabe au CM. Le directeur estime que les élèves ne comprennent pas suffisamment l'arabe au niveau du CM pour suivre les cours d'histoire et de géographie. Pour "faire passer" les leçons, on donne des explications en hausa, en zarma ou en français.

Il arrive que des élèves passent dans les CEG classiques, sans trop de problèmes pour les bons élèves.

Le directeur reconnaît que le niveau en français n'est pas aussi bon, en moyenne, que dans les écoles classiques, où tout se passe en français. En fait, cela leur fait deux langues "étrangères" à apprendre : le français et l'arabe.

Dans les écoles franco-arabes, il y a trois ou quatre heures d'enseignement islamique mais cela ne compte pas dans les épreuves du CFEPD.

Pour améliorer le niveau des écoles franco-arabes il faudrait revoir le programme en général ; supprimer une des langues au niveau du CI et du CP : enseigner uniquement le français puis introduire l'arabe au niveau du CE. La formation des maîtres est également à revoir puisque, dans les écoles normales, la formation des maîtres se fait uniquement en français. "Ce n'est pas normal". Il faut beaucoup de volonté de la part des maîtres pour se former soi-même à la didactique de l'arabe. Il faudrait également réviser les emplois du temps : tout le programme de français ne peut pas être vu comme dans les écoles classiques. Le manque de livres en arabe est un problème crucial.

C'est essentiellement l'éducation religieuse et l'apprentissage de l'arabe qui poussent les parents à inscrire leurs enfants dans les écoles franco-arabes. "Au moins, même si les enfants ne réussissent pas à l'école, ils auront eu une éducation religieuse. Ils sauront lire le Coran. Ils respecteront les parents." Le côté "éducation morale" compte beaucoup. Les enfants restent plus proches de leurs parents. Ils sont moins coupés de leur milieu, même si l'enseignement se fait aussi dans une langue "étrangère".

Notons qu'à la télévision nigérienne, on s'exprime en arabe dialectal tandis qu'à la radio, c'est l'arabe littéraire. Il faut souligner que l'arabe littéraire, enseigné dans les écoles franco-arabes est à l'arabe dialectal de l'est nigérien ce que le latin est au français.

Interrogé sur l'éventualité d'une extension de l'enseignement des langues nationales, le directeur estime que "ce ne serait pas facile d'abandonner le français au profit des langues nationales".

A la sortie des écoles franco-arabes, certains pourront devenir marabouts. Par ailleurs, les Nigériens ont quelques relations commerciales avec les pays du Maghreb, avec le Tchad ou le Soudan : commerce de bétail, de produits manufacturés...

Dans l'école franco-arabe Rive droite, il y a 2 femmes enseignantes contre 8 hommes. "Walaï! C'est un avantage !" Les femmes, majoritaires dans l'enseignement primaire à Niamey, sont, en effet, beaucoup plus souvent absentes pour causes de problèmes de santé, de famille...

Les succès de l'école ne sont pas dus seulement à l'énergie et à la bonne volonté du directeur. Il faut une bonne équipe. Or, la qualité de l'équipe varie de temps en temps selon les affectations. Le directeur, quant à lui, est en place depuis 1986.

L'Islam se développe de plus en plus. Autrefois, les recrutements étaient difficiles dans les écoles franco-arabes mais maintenant, ils doivent refouler des gens faute de places disponibles.

Le directeur pense que les élèves des écoles franco-arabes ont "plus de chances" en misant sur les deux langues.

Toutefois, s'exprimant très librement, le directeur pense qu'il serait préférable de développer l'enseignement de l'arabe dans le second cycle plutôt que dans le primaire, pour donner à tout un chacun les mêmes chances. Selon lui, le fait qu'il y ait des écoles franco-arabes dans le primaire traduit un acte d'allégeance vis-à-vis des pays arabes. Sinon, comment expliquer que les écoles franco-arabes soient délaissées à ce point par les pouvoirs publics.

Les élèves doués profitent bien du bilinguisme. Une dizaine d'élèves peuvent maîtriser correctement les deux langues, français et arabe.

Dans les facteurs de succès, le directeur nous confie qu'il a toujours maintenu sa classe même pendant les périodes de grève. Il fait des cours de rattrapage le mercredi, le samedi et même, parfois, le dimanche. Malgré les grèves de fin d'année en 93-94, il a pu finir son programme, il a fait passer les trois examens blancs et a obtenu de bons résultats.

4.4.2. Sabilou Rachad

Cette école privée a été fondée en 1980. Son fondateur est l'actuel directeur que nous avons rencontré, en compagnie de quelques maîtres. A la rentrée de 94-95, les effectifs étaient de 220 élèves, dont une classe de CM2 de 50 élèves. Beaucoup de

parents retirent leurs enfants en cours d'année, à cause des frais de scolarité. En 93-94, il y avait 21 inscrits au CM2 au début de l'année, mais 19 se sont présentés au certificat.

Les résultats de cette école, portant sur des effectifs limités, sont excellents dans l'ensemble : 87,5% en 88, 61,3% en 89, 88,5% en 90, 80% en 92, 76,9% en 93 et 72,2% en 94, soit une moyenne de 75% sur six ans (6ème place). Interrogé sur les raisons de ces succès, le directeur avance "qu'il ne blague pas dans ses études et qu'il veille sur ses enfants à tout moment, nuit et jour, même les jours fériés où il donne des cours supplémentaires en effet de la réussite de ses élèves."

Il n'a pas eu beaucoup d'aides extérieures, donc lui, "il s'est décarcassé pour faire tourner son école". En 19 ans d'exercice, il n'a eu en effet qu'une aide de l'O.C.I. (Organisation de la Conférence Islamique) de 1.500.000 F CFA, qui ont servi à faire des plafonds. L'école fonctionne sur les frais d'inscription des élèves. Quelquefois, il y a une petite subvention de l'État mais l'État ne donne jamais de fournitures ni de livres. Par l'inspection franco-arabe, il y a des dons de livres. Ils viennent d'Arabie saoudite, du Koweït, de Libye, d'associations islamiques internationales.

Concernant les frais d'inscription, l'école aimerait demander 25.000 F CFA mais, en fait, la majorité des parents ne peuvent donner que 15.000 F CFA, sans compter les fournitures. L'école ne peut pas demander beaucoup car les parents ne suivent pas. Cette année même (94-95), il y a beaucoup moins d'inscrits que les années passées. Le directeur, en tant que "socialiste", par amitié pour les parents, supportent les parents qui ne peuvent pas payer. Certains parents paient par étapes.

Dans ce quartier de Lazaret, la majorité des parents sont des cultivateurs-éleveurs, des petits commerçants. Les employés et fonctionnaires sont rares. En fait, la majorité des (petits) fonctionnaires préfèrent mettre leurs enfants à l'école publique.

Selon le directeur, "c'est l'amour de la religion qui pousse les parents à inscrire leurs enfants dans l'école franco-arabe." Le double profit (arabe et français) compte également. Etant donné l'importance du chômage aujourd'hui, avec la connaissance de l'arabe, les jeunes pourront au moins appliquer l'arabe pour leur religion.

Si l'enfant est doué, il peut être orienté vers des écoles techniques, à Zinder. L'attraction de la religion n'est pas le seul facteur.

Le directeur constate qu'il n'y a guère de différence de niveau entre les écoles de type classique et les écoles franco-arabes. Ce sont les mêmes matières que l'on enseigne en français avec des épreuves similaires au CFEPD : calcul, étude du milieu, sciences, dictée. Des élèves intelligents, doués en français, peuvent passer dans les collèges de type classique. S'il n'y a pas de places dans le lycée franco-arabe, les élèves peuvent être orientés vers les collèges de type classique, bien que cela ne soit pas reconnu, officiellement. "Certains enfants sont plus forts en français qu'en arabe. Donc il n'y a guère de problème pour ce passage dans le système classique."

Certains élèves, "calés" à l'école expérimentale (de Lazaret), sont acceptés dans l'école franco-arabe. Ceux qui ont déjà suivi l'école coranique peuvent rattraper le retard en arabe.

Dans le quartier, très peu de parents parlent français ou arabe. Ce sont, pour la plupart, des exodants, analphabètes. Le directeur lui-même a vécu 18 ans au Soudan et parle couramment l'arabe. "Lorsqu'on enseigne l'arabe, au début, on donne des explications en hausa, en zarma et surtout en français".

Le programme, défini par l'inspection, doit être vu dans sa totalité. Ils y parviennent en français mais non pas en arabe.

5. POINTS DE VUE DES PARENTS

5.1. Parent 1

Homme, 48 ans, commerçant (revendeur de postes de radio), 7 enfants dont 4 à l'école primaire.

Nos sentiments sur l'école sont négatifs. L'école ne marche plus comme avant. Aujourd'hui, même si tu inscris ton enfant, il n'a aucun espoir d'emploi futur. De plus, l'école gâte les enfants. Ils pensent que ceux qui ne sont pas allés à l'école du Blanc sont des ignorants. Or l'école les éloigne de leurs réalités. Ils sont devenus des

parasites. Leurs seules occupations, c'est le thé, le ballon et les filles. C'est dommage.

Les mauvais résultats sont dus aux enseignants. Ces gens-là ne sont plus sérieux. Avant, les enseignants étaient respectables, sérieux et travailleurs. Ils faisaient bien leur travail. Maintenant, on a engagé des jeunes voyous, qui ne connaissent que l'alcool et les femmes. On a même vu des cas où ils encoignent leurs propres élèves. Cela est mauvais. Les maîtres ne sont plus sérieux. Peut-être que c'est à cause du gouvernement qui ne les paie pas, mais en tout cas, ils sont défaillants.

La responsabilité n'incombe pas aux parents. Nous, on inscrit nos enfants ; c'est ce que veut le gouvernement : on le fait. Le reste, c'est à eux et aux maîtres de voir ce qu'ils vont faire avec les enfants. Nous, on ne connaît pas lire ni écrire. C'est entre eux là-bas, les "yan takarda" (lettrés). Moi, je ne suis pas toujours à la maison. Et d'ailleurs, qui va perdre son temps à parler à des enfants que l'école dresse contre nous ? Vous voyez : les enfants et les maîtres sont entre eux. Tout ce qui se passe, c'est à l'école. Comment incriminer les parents ?

Pour les fournitures, c'est vrai : on n'a pas les moyens. L'État même n'a plus de moyen. S'il faut donner chaque jour l'argent de la récréation (25 F le matin et 25 F le soir) pour tous les enfants, les habiller, les nourrir, et les ordonnances, et payer les cahiers, c'est trop. L'État nous prend des taxes chaque matin, partout. Il faut qu'ils se débrouillent là-bas pour trouver des cahiers et des livres aux enfants.

Mes enfants vont à l'école coranique. Là, je paie 25 à 50 F par enfant et par semaine. Pas toujours. Quelquefois, je n'ai pas d'argent, donc le marabout patiente, il ne dit rien. L'important c'est que les enfants apprennent le Coran. C'est une bonne chose, même si après ils adoptent des comportements que Dieu n'aime pas. Et ça, c'est l'influence de l'école.

Pour améliorer la situation de l'enseignement, ce qu'il faut faire c'est former des enseignants sérieux et travailleurs qui peuvent réellement éduquer nos enfants. Il faut cesser les grèves et autres perturbations politiques.

5.2. Parent 2

Homme, 57 ans, retraité (ex-commis SNGTN), 12 enfants dont 10 à l'école (5 à l'école primaire).

L'école est une bonne chose. Celui qui va à l'école a beaucoup de chances de réussir dans la vie. Mais aujourd'hui, c'est le contraire. L'école est en panne. C'est la faute des enseignants. Ils n'ont pas d'expérience, ils sont jeunes et ce sont des paresseux. La preuve, c'est qu'ils n'aiment pas leur travail. Dès qu'ils n'ont pas leur salaire à la fin du mois, ils ne font plus rien. On leur confie nos enfants et ils ne mettent pas du sérieux pour les éduquer. Alors que eux, on les a bien éduqués.

On peut dire aussi que certains parents sont responsables. Certains ne surveillent pas les enfants à la maison. Bon, ça peut se comprendre s'ils ne savent pas lire et écrire. Donc ce n'est pas totalement leur faute. Il faut reconnaître que l'école est très chère aujourd'hui. Avec plus de cinq gosses, c'est difficile de s'en sortir. L'État doit nous aider.

En gros, l'État doit se charger des fournitures. On doit mettre les maîtres dans les conditions. C'est l'État seulement qui peut faire quelque chose. Peut-être si tu as les moyens, tu amènes tes enfants à l'école Mission. C'est là-bas qu'on travaille. Il y a encore les Blancs, c'est sérieux. Mais avec nos écoles publiques et nos enseignants paresseux, y a rien à faire. Il faut prier Dieu pour que les choses s'arrangent.

5.3. Parent 3

Homme, 37 ans, comptable à l'Agence centrale, 5 enfants dont 2 à l'école primaire.

L'école, c'est une bonne voie pour la réussite sociale. Dans tous les cas, c'est utile même pour la simple vie en société. Aujourd'hui, quelqu'un qui n'est pas allé à l'école, pour moi, il a beaucoup perdu.

Bien entendu, la situation est difficile de nos jours. C'est la crise économique et les perturbations politico-sociales qui sont à la base. Il n'y a plus de salaire régulier, les parents sont démunis, l'État n'a rien. Alors à qui la faute ? A tous, selon moi. L'État, les parents, les maîtres et même les enfants. Pour ces temps de démocratie, ils se permettent tout, entraînés qu'ils sont par leurs grands frères de l'Université.

Je n'achète pas de livres. J'achète seulement les bics et les cahiers. C'est plus important. Il faut dire que les livres sont chers et rares. Moi, je ne vois que des livres anciens. Il semble qu'il y a maintenant de nouveaux programmes. Je contrôle mes enfants de temps en temps. Ils travaillent assez bien. Et il y a leur oncle (mon petit frère) qui est au lycée qui les surveille aussi.

Mes enfants ne vont pas à l'école coranique. J'ai bien essayé de les inscrire chez le marabout. Mais ils sont réticents à cause des nombreuses punitions qu'ils subissent là-bas. Parfois, ils sortent, font semblant de s'y rendre mais s'en vont s'amuser. Finalement, leur mère a préféré qu'on les laisse tranquilles.

Pour améliorer l'école, il faut arrêter les problèmes politiques et syndicaux. Avant, il n'y avait pas tous ces arrêts de travail qui existent aujourd'hui. Je pense que c'est le découragement total qui amène les maîtres à un mauvais rendement. Par conséquent, si le calme revient, je pense que tout ira bien.

5.4. Parent 4

Femme, 34 ans, ménagère, niveau 3ème, 6 enfants dont 3 à l'école primaire.

Je pense que l'école reste et demeure très importante dans la vie d'un homme ou d'une femme. Elle ouvre beaucoup de voies. On comprend ce que disent les gens à la radio, on suit l'actualité dans le monde. On a les yeux ouverts.

Par rapport à l'école coranique, on ne peut pas comparer. Il faut voir aujourd'hui ce que font les marabouts. Tous les scandales, c'est eux. Ils épousent des petites filles de niveau CM2, etc. Moi, je préfère que ma fille soit enceinte par un enseignant que par ces marabouts sans scrupules. L'école coranique n'est pas du tout bénéfique. En tout cas, je n'ai pas confiance aux marabouts actuels. Ce sont des mécréants en réalité.

Si l'école va mal, c'est le temps. Aujourd'hui, ce sont des jeunes qui enseignent. Ils sont inexpérimentés et ne sont pas bien épaulés par l'État. Forcément les résultats deviennent mauvais. Moi je me rappelle aussi que pendant un certain temps, ceux des collégiens qui allaient à l'Ecole Normale y allaient malgré eux (dans les années 85-86, voire 89).

Les parents, nous faisons de notre mieux. Nous ne pouvons pas tout faire. Moi, j'essaie d'habiller mes enfants avec ce que je gagne de mon mari et d'une tontine. Lui se charge des fournitures. Pour les livres, je ne sais pas. Je ne sais pas si les enfants ont besoin de livres. A l'école, ils ont tout. Donc nous, on achète les bics, crayons, cahiers, ardoises, etc.

Pour améliorer l'école, ce qu'il faut faire, c'est recruter des maîtres moins jeunes et plus volontaires. A ce niveau, l'instauration du concours d'entrée à l'Ecole Normale est une bonne chose. Il faut aussi les payer régulièrement. Si ces conditions sont remplies, tout ira pour le mieux.

5.5. Parent 5

Femme, 48 ans, commerçante (vente de bois de chauffe et de condiments), 12 enfants dont 3 à l'école primaire (les plus jeunes), veuve.

L'école n'est plus comme avant. Tous mes enfants font l'école : 3 travaillent déjà, 2 sont à l'Université et 2 au collège. Si ce n'est pas une bonne chose, je ne les inscrirais pas. Il faut voir, aujourd'hui ceux qui sont allés à l'école, c'est eux qui dirigent le pays. L'administration, la police, l'armée, partout, si on est allé à l'école, on est récompensé. C'est dur mais, à terme, c'est très utile.

Ces dernières années, depuis la mort de feu Kountché, rien ne va plus. Je crois que c'est le relâchement de l'ordre publique et aussi la faute des maîtres. Ces derniers sont très carents. La preuve, si tu prends un maître pour tes enfants à la maison, tu vois la différence. Moi, j'ai fait l'expérience plusieurs fois. Alors, chaque année, je prends un maître pour mes enfants qui sont au primaire. C'est mon fils aîné qui a eu cette idée, et c'est ainsi depuis quatre ans. Les livres, les cahiers et tout le reste, c'est leur frère aîné (contrôleur des P.T.T.) qui s'en charge.

Je n'ai pas pensé à inscrire mes enfants à l'école coranique. Il faut suivre une seule voie à la fois. L'apprentissage de la prière, on peut le faire même chez soi.

Pour améliorer ces choses, il faut que chacun prenne en charge ses enfants. C'est la seule solution aujourd'hui. L'État n'est plus à même de s'occuper de tout. Alors si tu aimes ton enfant, tu dois t'occuper de lui. N'attends rien de l'État.

5.6. Parent 6

Homme, 50 ans, ouvrier (SPCN), 12 enfants dont 7 à l'école primaire, 2 femmes.

Aujourd'hui, l'école ne vaut rien. Tu vois ce que deviennent les grands. Ils sont toujours dans la rue à réclamer de l'argent. L'État n'a pas d'argent. Tout le monde est pauvre. Ceux qui sont au pouvoir ont tout détourné.

Je pense que c'est la faute des maîtres si l'école ne marche pas bien. Ils veulent faire la politique, comme ils voient que c'est là-bas qu'on peut gagner sa vie. Alors, ils n'éduquent plus les enfants. Il faut voir le nombre d'enfants renvoyés. Les maîtres leur demandent des choses qu'ils ne connaissent pas et les renvoient après. C'est de la mauvaise volonté.

Concernant l'achat de fournitures et de livres, j'ai déjà tout le mal du monde pour les nourrir et les habiller déceimment. Et les dons que font les pays européens ? Ils distribuent ça entre eux et ils nous demandent de payer pour nos enfants. Et dans les écoles, chaque fois les directeurs demandent des cotisations, on ne sait pas où va l'argent.

On ne peut pas faire comme les Blancs. Il faut en finir avec ce type d'école. Les enfants doivent suivre une éducation conforme à l'Islam. C'est plus utile et à la sortie, ils ne peuvent pas refuser les petits métiers. A l'école moderne, les enfants sont gâtés et refusent le travail à la maison.

CONCLUSIONS

En conclusion, cette étude a permis de dresser un tableau des résultats scolaires, sur neuf ans, dans la Communauté Urbaine de Niamey. Nous avons pu montrer que les résultats scolaires ont varié selon les années, dans le sens d'une dégradation constante, surtout depuis les années 90, concomitamment avec un accroissement considérable des effectifs. Des différences nettes sont apparues entre le privé et le public. Par ailleurs, les résultats des écoles bilingues (écoles expérimentales et écoles franco-arabes) sont difficilement comparables avec ceux des écoles traditionnelles, du fait de la non-prise en compte des connaissances en langues

nationales au CFEPD pour les écoles expérimentales ; du fait de la différence des épreuves et du système de notation pour les écoles franco-arabes.

Nous avons établi qu'il y avait des rapports de causalité entre les effectifs au CM2 et les taux de réussite au CFEPD : au-delà de 40 élèves, les résultats commencent à s'infléchir. Il y a un lien très net entre les taux d'exclusion et les échecs scolaires. Il était un peu plus surprenant mais logique de constater que plus les écoles sont anciennes et plus elles accumulent de bons résultats : comme très souvent dans les faits humains, cela traduit en fait une convergence de facteurs historiques et sociologiques, les anciennes écoles étant implantées dans les anciens quartiers, c'est-à-dire dans des quartiers privilégiés.

Parmi les recommandations susceptibles d'améliorer les rendements du système scolaire et de mieux insérer "l'école fondamentale" dans la vie active, on pourrait avancer les propositions suivantes :

(1) Les autorités politiques devraient s'engager plus nettement en faveur de l'éducation de base et surtout le démontrer dans les faits, étant donné l'importance numérique des jeunes en âge d'être scolarisés. Améliorer les conditions matérielles de l'enseignement nous semble devoir être la priorité des priorités : paiement régulier des salaires, construction de nouvelles classes (même en matériaux provisoires), recrutement et formation de nouveaux enseignants, mise à disposition de matériaux didactiques de manière plus rationnelle, en temps opportun et en quantité raisonnable. Sans mettre les enseignants dans des conditions de travail décentes, comment exiger d'eux qu'ils assurent régulièrement leurs cours et qu'ils fassent encore des efforts supplémentaires pour améliorer les rendements de l'école ?

(2) Sur le plan du personnel, il y aurait certainement à développer des mesures incitatives à tous les niveaux pour améliorer la qualité de l'enseignement, condition *sine qua non* pour garantir la crédibilité de l'école : perfectionnement de la formation des formateurs et des encadreurs ; suivi plus régulier de la part des inspecteurs et des conseillers pédagogiques (à qui l'on devrait accorder les moyens de se déplacer) ; recyclage des directeurs d'établissement ; formation continue des maîtres ; encouragement envers les meilleures écoles et, inversement, conseils voire

sanctions vis à vis des écoles moins performantes ; sensibilisation des parents et des élèves sur l'importance de l'école et des résultats scolaires...

(3) La sensibilisation des parents d'élèves représente un réel problème pour un État qui doit compter sur une population en grande majorité analphabète et pratiquant très peu le français. Pourtant, il est bien clair que l'école ne devra sa survie et ne pourra progresser que si les parents s'engagent en participant pleinement à l'éducation de leurs enfants : inscription volontaire des enfants en âge d'être scolarisés, maintien des enfants dans le système scolaire au moins jusqu'au CM2, non discrimination vis à vis des filles, encouragement des enfants et suivi de leurs travaux, contacts réguliers avec les enseignants, soutien matériel et financier, animation culturelle et participation dans les campagnes de sensibilisation pour les élites, etc. (Évidemment, les problèmes se posent différemment selon que l'on est en milieu rural ou en milieu urbain et même, en ville, selon les quartiers.) Il faut noter toutefois que la meilleure des publicités en faveur de l'école consiste certainement dans l'amélioration de ses rendements (internes et externes) : les parents ne s'y trompent pas.

(4) Nous avons signalé qu'il conviendrait de limiter le nombre d'élèves par classe. Théoriquement les effectifs ne devraient pas dépasser les 40 élèves. Évidemment, cet objectif est assez utopique, surtout en ville, mais il est clair qu'on ne pourra pas améliorer les rendements de l'école en jouant sur le quantitatif. La question est de choisir, dans les centres urbains, entre le double flux ou les grands groupes. La seconde solution nous semble nettement plus avantageuse pourvu que l'on adapte les programmes et la pédagogie en conséquence ; que l'on favorise de telles classes par un suivi régulier, par la mise à disposition de plus de manuels scolaires... Nous manquons de recul actuellement pour apprécier les résultats des classes à double flux, mais il est à craindre que les résultats ne suivent pas. En bref, il nous semble préférable de veiller d'abord à améliorer la qualité de l'école pour avoir de meilleurs rendements, ce qui devrait attirer davantage de jeunes vers l'école par la suite.

(5) De manière à insérer davantage le système éducatif dans la vie socio-culturelle et économique, des compléments à la scolarité devraient être apportés à la

fois en multipliant les jardins d'enfants (initiation douce et plus précoce à la vie scolaire) et en créant des centres de formation professionnelle (les élèves choisiraient leur filière après le CM2, qu'ils aient obtenu ou non le CFEPD). Cela reviendrait, en fait, à recruter les élèves plus précocement et à allonger la scolarité par un enseignement professionnel (privé, semi-public ou public). Ces années complémentaires ne seraient pas "obligatoires". Ces deux maillons supplémentaires permettraient de raccrocher le cycle d'enseignement général aux réalités extra-scolaires.

(6) Il conviendrait aussi de réduire, dans toute la mesure du possible, les cas de redoublements et les exclusions par un aménagement des cours de manière à faire rattrapper le retard des élèves qui ne suivent pas (et non par un passage automatique dans les classes supérieures). Il faudrait en arriver, par une amélioration de la qualité de l'enseignement, à des taux d'échec compris entre 5 et 10% maximum par année et par niveau, ce qui aboutirait à amener davantage d'élèves au niveau du CM2 : entre 77 et 59% d'une cohorte, comme le montre le tableau théorique suivant :

taux de déperdition	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2
5%	1000	950	902	857	814	774
10%	1000	900	810	729	656	590

S'il paraît bien difficile de s'opposer à une sélection à l'entrée du secondaire (concours d'entrée en 6ème), toutefois, la majorité des élèves devraient parvenir à la fin du cycle primaire pour mieux s'engager dans la formation professionnelle et dans la vie active.

(7) On ne peut terminer sans évoquer les problèmes d'apprentissage du français, langue officielle toujours perçue comme une langue "étrangère" : ils représentent certainement une cause importante des difficultés scolaires. Loin de vouloir ici même apprécier l'apport des écoles expérimentales, on devrait se poser la question de l'adéquation des méthodes d'apprentissage du français par rapport au contexte socio-linguistique actuel du Niger. En tout état de cause, on devrait certainement encourager les recherches linguistiques, notamment les études sur le passage des langues nationales au français, de manière à profiter pleinement des acquis dans la

langue première. Il faut bien se rendre à l'évidence : la valorisation du patrimoine culturel est une revendication légitime sur laquelle les gouvernants devront tôt ou tard se pencher. Cela n'empêche qu'il faut faire preuve de beaucoup de réalisme en mesurant exactement les tenants et aboutissants d'une opération d'aménagement linguistique. L'introduction des langues nationales, d'une manière mesurée, réfléchie et progressive, en suivant la volonté des différents partenaires de l'école, région par région, localité par localité, voire école par école, pourrait être un atout pour une meilleure adaptation de l'école aux réalités culturelles et économiques du pays. Des possibilités d'aménagement linguistique sont réelles dans un pays comme le Niger où le nombre de langues en place n'est pas considérable et où les recherches linguistiques sont déjà bien avancées. Néanmoins, tout serait subordonné à l'élaboration de supports didactiques, à la diffusion de manuels de vulgarisation, à la formation des formateurs et des maîtres.

En définitive, tous les partenaires de l'école se trouvent interpellés par cette analyse des résultats scolaires. Tous - parents, maîtres, conseillers pédagogiques et inspecteurs de l'enseignement aussi bien que les autorités politiques - doivent, chacun à son niveau, prendre leurs responsabilités. L'avenir du pays, dit-on, repose sur sa jeunesse et un pays qui n'éduque pas sa jeunesse se meurt. A l'heure où le pays traverse une crise sans précédent (crise économique, instabilité politique quasi permanente depuis six ans, arriérés de salaires et de bourses, problèmes d'insécurité, montée de l'intolérance...), et alors que l'école sombre dans le désespoir total (deux années blanches en quatre ans, faible taux de scolarisation, notamment dans le milieu rural et pour les filles, faible taux de réussite aux examens...), les uns et les autres doivent prendre conscience de l'ampleur du désastre causé au pays et à sa jeunesse. Il n'est pas superflu de rappeler ici que l'institution scolaire, et particulièrement l'école fondamentale, ouvre des débouchés au plus grand nombre, assure la croissance économique et renforce l'intégration nationale. C'est un instrument fragile mais irremplaçable pour le développement.

ANNEXES
ANNEXE 1. RÉSULTATS AU CFPD DANS LA C.U.N. DE 1986 A 1994

Dans tous les tableaux qui suivent, un tiret signale une absence de chiffre, soit que l'école n'était pas encore créée, soit que les chiffres n'étaient pas disponibles. Nous inspirant des rapports de fin d'année de chaque inspection, nous avons calculé les pourcentages d'admis par rapport aux candidats présentés.

1. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT II
ÉCOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

		86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
1	Banifandou I	-	-	-	-	-	-	-	-	10,6	10,6
2	Banizoumbou	20,2	25	30,5	27,9	35	43,3	23,2	32	27,6	29
3	Boukoki I	45,2	34,5	24,8	26,7	25,4	24,1	32,2	22,5	17,5	27,7
4	Boukoki II	56,5	50	43,9	35,9	37,6	39,8	37	28,8	26,3	38,6
5	Boukoki III	38,5	33,9	45,8	13,6	38,6	28,1	47,8	18,8	12,7	29,1
6	Boukoki IV	-	28,1	30,1	27,2	25	29,4	39,2	31,5	33,9	31
7	Cité C.N.S.S.	-	-	-	-	58,5	55	47	56,3	60,3	55,8
8	Couronne Nord I	-	-	-	18,1	43,9	29,8	17,7	19	19,7	23,5
9	Couronne Nord II	-	-	-	-	22	41,9	53,2	31,3	21,2	33,3
10	Dar-es-Salam	-	-	-	-	-	28,1	33,6	36,3	25,9	32,8
11	Deïzébon	-	-	-	-	-	-	-	13,3	16,1	15,2
12	Diori I	44	17,1	29,5	34,9	65	58,2	52,1	28,3	19,7	34,1
13	Diori II	50	34,9	60	12,3	16,1	23,4	22,7	15,9	21,9	29,3
14	Foulankouira I	47,1	36,7	50,6	21,9	30,7	39,2	40,5	33,6	26,6	36,5
15	Foulankouira II	25	25,6	39,5	35,2	41,1	24,8	38,3	8	14,7	27,1
16	Gabagoura	-	73,1	-	-	-	-	51,9	30	23,7	42,1
17	Goudel I	63	75,4	90,4	-	60,9	57,6	51,4	20,3	28,3	49,7
18	Goudel II	-	-	47,7	-	65,9	46,2	42,2	26	31,6	38,6
19	Koirakano	-	-	-	-	-	-	9,1	18,8	31	19,4
20	Koiramé	-	-	-	5,5	25	32,6	26,1	6,6	25,6	20,5
21	Koiratégui	-	-	-	-	-	-	-	25,2	14,2	19
22	Kossèye	29,4	47,6	51,4	-	7,9	31,4	54,5	6,3	12,8	27,5
23	Lazaret I	24	35	50	32,8	26,4	20,3	15,8	19,4	25,2	26,4
24	Lazaret II	-	42,9	44,4	32,6	40,9	42,7	26,3	14,9	16,4	27,5
25	Lossogoungou	-	88	33,3	-	76,9	34,5	54,9	34,7	21,6	43,5
26	Plateau	53	36,2	37,2	20,8	30,6	23,3	20,2	29,1	17,4	29,3
27	Tondibiah	-	36,5	17,1	-	25	29,8	41,7	19,4	4,8	25,6
28	Yantala I	31,7	24,7	51	22,2	19,5	29,6	32,8	25,8	14,8	28,3
29	Yantala II	33,6	37,5	44,3	24,8	31,1	30,4	36,4	22,9	19,4	30,7
30	Yantala III	38,6	52,6	35,7	45	50,6	48,3	44	32,6	40	43,3
31	Yantala IV	59	62,7	40,7	40,5	36,7	40,2	76,4	36,8	29,8	43,7
32	Yantala Bas	-	-	-	-	-	14,8	40,6	30,1	14,3	25,3
33	Yantala Haut	-	-	-	16,4	24,5	37,7	40	20,7	21,7	34,8
34	Yantala Rec.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
35	Zongo	51,2	58,1	54,4	-	50,9	52,8	60,3	28,4	31,4	46,9
	Moy. public	39,6	38,7	41,9	26,2	36,6	36,9	37,3	25,5	23,7	33

ÉCOLE EXPÉRIMENTALE

		86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
36	Lazaret	-	-	-	56,5	46,2	13,6	22,9	9,1	29,5	26,1

ÉCOLES PRIVÉES

37	Adra Niger	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
38	H. Gmeirer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39	Lako	79,4	85,7	68,3	50	67,7	81,3	67,7	80,5	65,6	74,5
40	Mission filles	95,3	99	99	-	86,4	96,5	93,6	98,2	99,1	95,9
41	Mission garçons	78,1	88,4	80,2	-	69,7	82,9	86,7	80,1	68,8	88,3
42	Mission Goudel	72,5	66,7	81,1	-	39,7	61,7	64	66,1	65,6	74,5
43	Renaissance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
44	Samba Kano B.	45,2	53,8	54,1	30	52,9	55	61,5	35	75	53,5
45	Samba Kano Y.	-	-	60,9	48,5	61	50	38,5	54,5	39,3	54,7
46	Yasmina	-	-	-	-	-	-	-	-	33,3	33,3
	Moyenne privé	78,2	84,4	79,6	46,8	70,7	78,9	77,5	79	72,8	76,9

MOYENNES I.E.P.D.	46,3	45,5	47,7	27	41,3	42,5	41,4	30,4	29,3	38,1
--------------------------	-------------	-------------	-------------	-----------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

2. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT III

ÉCOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

		86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
1	Abidjan I	40,6	50	29,6	27,1	25,8	36,1	22,3	23,7	18	9,8
2	Abidjan II	-	-	-	-	22,4	28,8	13,1	27,3	9,6	192
3	Balafon I	41,6	43,2	50	23,5	33,9	40,5	24,5	23,1	21,3	32,6
4	Balafon II	54,5	37,5	41,6	52,2	52,5	42,9	29,1	40,7	39,5	43,8
5	Bandabari I	39,8	33,6	37,9	14,7	35,7	30	17,9	12,8	23,3	26,5
6	Bandabari II	-	-	-	6,9	30	36	10,8	18,8	21,2	19,7
7	Château IX	68,9	45,8	58,9	19,6	36,6	33,6	20,5	29,7	11,5	34,5
8	Garbado I	21,1	45,7	35,3	14,9	26,1	32,7	18,3	39	17,4	28,8
9	Garbado II	-	-	-	8,5	46,2	42	14,6	22	12,8	20,5
10	Kalley-Est I	61,4	47	49,7	14,7	38,6	49,2	34,9	29,5	23,1	39,7
11	Kalley-Est II	-	37,3	45	45,7	56,5	49,4	39,6	38,1	7,5	33,4
12	Kalley-Est III	-	-	-	-	-	-	45,3	36,6	25,3	35,8
13	Kouado I	64,4	34,6	36,2	18,4	32,3	42,7	18,3	37,9	14	27,4
14	Kouado II	-	-	-	26,1	45,3	17,2	31,5	15	25,2	25,6
15	Kouado III	-	-	-	-	-	-	-	18,8	34,6	26,8
16	Madina I	40,5	24,6	32,3	24,2	31,1	31,9	18,6	22,2	18,4	27,4
17	Madina II	52,5	53,3	55,9	49,4	47,8	39,8	44,8	57,1	17,8	43,5
18	Madina III	-	-	-	-	-	-	23,9	30,7	26	27,7
19	Nouv. Carrés	65,3	55,2	57,4	30,5	48	49,5	21,8	31,9	12,2	39,7
20	Poudrière I	53	45,6	65,3	48,9	53,4	48	29,7	53,2	27	45,3
21	Poudrière II	45,2	58,3	58	22,8	32,6	40,7	34	37,9	14	38,4
22	Poudrière III	-	50	39,3	9,6	56,2	47,6	32,1	54,8	23,1	38,7
23	Sabongari	39,2	35,3	40,4	21,2	40,6	36,5	29,3	32,2	18,7	32,1
24	Talladjé I	55,5	41,2	43,1	20,9	31,1	38,9	20	40,9	18,1	34,7
25	Talladjé II	11,5	41,7	37,2	21,4	29,4	16,8	12,3	24,3	7,6	18,8
26	Talladjé III	-	-	-	-	41,2	43,3	41,2	31,4	13,3	32
27	Wadata I	-	24,5	59,3	34,1	49,1	50,7	27	32,8	30,4	37,1
28	Wadata II	-	-	-	-	-	-	8,6	14,9	5,2	10
29	Zabarkane	42	47,1	-	31,9	43,7	45,8	26,4	45,2	23,9	37,8
	Moy. public	42,7	42,6	45,7	26,1	39,2	38,9	25,1	30,9	19,3	32,8

ÉCOLES PRIVÉES

30	Canada filles	92,5	84	80,6	76,4	84,9	93,5	71,9	95,8	85,7	85,5
31	Canada garçons	82,8	82,4	93,2	70,5	84,3	83,1	81,3	87,2	72	81,7
32	Croix rouge	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33	Humanité Ann.	46,8	60,9	72,2	40,7	47,4	67,1	51,4	71,6	53,8	57,6
34	Imam Malick	63	65,7	70,5	30,4	54,4	59,5	61,1	68,7	33,9	54,3
35	Sikia	-	25	66,7	85,7	100	92,3	38,1	35,7	69,2	60,9
	Moyenne privé	69,5	72,9	73,9	57	66,4	75,6	64,4	71,8	59,3	67,9

MOYENNES I.E.P.D.	45,9	46,8	49,9	29,1	42	42,6	28,6	35,4	22,9	36,9
-------------------	------	------	------	------	----	------	------	------	------	------

3. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT IV

ÉCOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

		86	87	88	89	90	91	92	93	94	moy.
1	Aéroport I	41,9	59	67	45,6	46,1	33,3	32,6	40,2	22	40,7
2	Aéroport II	42,3	64,3	34,5	17,8	26,2	20,6	28,2	29,8	29,6	32,1
3	Aéroport III	-	44,9	38,5	26,2	28,8	79,6	59	51,4	29,9	46,5
4	Aéroport IV	-	-	-	-	-	34,4	26,3	48,5	14,7	31,4
5	Amirou Djibo ³	69,6	78,4	71,2	41,7	43,8	66,3	64,5	50,4	57	59,6
6	Ballaré	-	-	-	-	-	-	-	15,9	20,7	18,6
7	Banigoungou	-	42,9	70	57,9	76,5	56	24,1	10,9	48,4	43,2
8	Gamkallé I	29,4	54,4	45,2	32,6	34,6	34,1	28,9	58,6	18,2	34,2
9	Gamkallé II	34,7	72,2	78,4	57,1	47,5	68,2	47,1	49,5	38,4	52,5
10	Gamkallé III	27,6	57,9	55,7	25	67,9	39,1	30,5	24,2	22,1	37,6
11	Gamkallé IV	-	-	-	5,6	22,9	15,6	15,9	20,5	10,3	15,5
12	Guériguindé	-	26,9	85,7	66,7	45,5	35,3	30,8	18,4	21,1	28,9
13	Kalley	63,6	83,2	74,1	62,7	89	72,1	50,3	73	32,8	68,1
14	Kongou-Gorou	-	-	-	54,5	16,7	54,8	50	26,8	31,3	39
15	Kongou-Gonga	-	-	-	-	-	-	-	56	14,7	32,2
16	Nouv. Marché	67,8	77,2	60	48,6	44,4	36,2	39,7	28,7	15,3	47,3
17	Saga I	31,6	40,7	47,3	51,2	45,5	46,6	45,5	29	20,7	43
18	Saga II	-	-	69,2	-	41,7	35	19,8	15	29,5	27,9
19	Saga Gorou	-	60,9	57,1	31,3	66,7	19,2	24,2	21,1	14	30,1
20	Sahel	56,5	74,4	51,8	46,4	55,1	38,3	22,5	18,4	25	40,9
21	Terminus I	55,7	75,6	79,7	73	54,5	45,9	50,9	48,6	42,1	49,5
22	Terminus II	68,9	88,9	97,5	72,5	74,6	51,4	78,1	50,6	37,1	61,8
23	Wright ⁴	45,7	65,9	51,6	52,9	58,9	55,8	53,5	50,6	53,1	54,4
	Moy. public trad.	49,4	65	62	41,7	53,7	44,8	38,9	39,8	27,2	44

ÉCOLE EXPÉRIMENTALE

24	Gamkallé	-	-	-	8,3	21,2	26,4	30,6	17,4	31,9	23,6
MOY. I.E.P.D.		49,4	65	62	45,7	49,4	44,7	38,8	27,3	27,5	43,6

3 Amiro Djibo correspond anciennement à Neuve garçons.

4 L'école Wright correspond anciennement à Neuve filles.

4. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT V

ÉCOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

1	Banga Bana	-	-	-	-	-	-	-	24,5	17,9	22,1
2	Gawèye I	43,7	62,6	53,8	40,4	40,7	23,2	25,9	26,3	22,6	34,8
3	Gawèye II	-	-	-	-	-	-	-	35,9	22,9	30,4
4	Karadjé	-	-	54,2	43,1	43,6	52,4	29,8	42,4	13,8	35,8
5	Kirkissoye	-	85,1	72,6	56,1	58,1	45,2	36,2	40	13,4	42
6	Lamordé I	48,1	71,8	72,2	64,5	69,8	61,4	59,6	43,9	26,6	55,9
7	Lamordé II	-	-	32	50	-	43,9	29,4	30,6	16,7	31,4
8	Néni-Goungou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Nogaré	-	81	73,7	-	87,2	69,4	55,8	41,1	12	50
10	Pont Kennedy	19,6	51,1	51,9	33,3	56,3	56,3	46,2	53,4	23,9	45,2
11	Rive droite I	14	62,1	79,4	38,4	59,8	37,8	25,5	28,6	17,1	39,1
12	Rive droite II	52,1	41,3	61,8	40,9	61,9	42,7	39,4	56,3	8,7	40,9
13	Rive droite III	-	43,8	51,1	-	52,4	44,1	44,7	22,6	10,4	32,1
14	Saguia	52	82,1	53,5	43,5	37	39,2	53,7	33,9	13,4	41,5
15	Tassikonou	-	-	-	40,7	50	30,4	51,9	43,8	14,4	34,1

MOYENNES I.E.P.D.	43,6	68,4	62,3	46,7	55,9	43	39,7	37,9	16,7	40,9
-------------------	------	------	------	------	------	----	------	------	------	------

5. INSPECTION FRANCO-ARABE

ÉCOLES PUBLIQUES

1	Banifandou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	Boukoki I	34,1	-	19	27,7	13,4	-	32,2	28,7	35,9	26,2
3	Boukoki II	-	-	29,2	12,5	18,9	-	89,6	38,3	50,5	35,6
4	Gamkallé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Madina	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Nogaré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Rive droite	-	-	31,6	45,8	75	-	75	51	54,2	47,9
8	Talladjé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Yantala	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Moy. public	34,1	-	23,2	30	16,5	-	-	34,8	43,7	31,2

ÉCOLES PRIVÉES

10	Aïr	54,5	-	42,1	36,8	40	-	28,5	-	-	-
11	Al Amine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Al Kaira	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Anassiria	-	-	-	-	50	-	26,6	50	56,7	53,4
14	Complexe Sidikou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Daawa	-	-	-	100	80	-	61,5	52,9	94,4	79,2
16	Dar al Quran	-	-	-	-	-	-	46,6	69,2	-	-
17	Fraternité	81,8	-	60,6	33,3	59,6	-	69,7	39	57,8	54,5
18	Mamar Touré I	64,9	-	66,7	27,7	29,4	-	38	66,7	56	50,4
19	Mamar Touré II	-	-	-	85,7	46,7	-	55,1	63,2	70,6	63,8
20	Nour al Dine	-	-	-	-	-	-	-	-	16,7	16,7
21	Nour al Islam	-	-	-	75	39,1	-	40	66,7	80	56,3
22	Réussite	57,9	-	69,2	68,8	50	-	47	37,5	93,3	62,1
23	Saada	40,9	-	60	41,5	77,8	-	51,7	17,9	56,9	50
24	Sabilou Alfalahi	45,5	-	54,1	48,5	47	-	81,5	53,7	74,6	53
25	Sabilou Rachad	-	-	87,5	61,3	88,5	-	80	76,9	72,2	75
26	Sagua	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27	Salfihatou	-	-	-	-	-	-	-	-	60	60
28	Sambo Koara	-	-	-	-	-	-	-	0	50	25
29	Sounati	-	-	-	-	-	-	28,6	57,1	54,5	55,2
30	Waddou	-	-	-	-	92,3	-	90,3	61,9	72	72,9
	Moy. privé	54,8	-	60,1	47,7	56,1	-	-	47,7	65,8	55,6

MOYENNES I.F./A.	46,8	-	41,7	39	40,9	-	-	42,2	56	44,9
------------------	------	---	------	----	------	---	---	------	----	------

ANNEXE 2. TABLEAU GÉNÉRAL DES ÉCOLES DE LA C.U.N.

Dans ce tableau, on mentionne la date de création de chaque école, les pourcentages (sur neuf ans, ou moins selon les cas) des exclusions décidées en fin d'année (élèves ayant déjà redoublé deux fois), puis les pourcentages de réussite au CFEPD.

1. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT II**ÉCOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES**

	création	exclusion	CFEPD
1 Banifandou I	1993	14,3	10,6
2 Banizoumbou	1978	9,1	29
3 Boukoki I	1971	7,2	27,7
4 Boukoki II	1976	7,4	38,6
5 Boukoki III	1980	9,8	29,1
6 Boukoki IV	1986	9,7	31
7 Cité C.N.S.S.	1989	5,6	55,8
8 Couronne Nord I	1983	8,4	23,5
9 Couronne Nord II	1987	6,6	33,3
10 Dar-es-Salam	1987	7	32,8
11 Deizébon	1989	3,5	15,2
12 Diori I	1952	9,8	34,1
13 Diori II	1959	11	29,3
14 Foulankouira I	1975	8,5	36,5
15 Foulankouira II	1985	7,6	27,1
16 Gabagoura	1974	6,9	42,1
17 Goudel I	1966	7,7	49,7
18 Goudel II	1986	8	38,6
19 Koirakano	1991	13,6	19,4
20 Koiramé	1988	6,9	20,5
21 Koiratégui	1992	13,3	19
22 Kossèye	1977	14,7	27,5
23 Lazaret I	1972	8,9	26,4
24 Lazaret II	1985	6,5	27,5
25 Lossogoungou	1981	5	43,5
26 Plateau	1976	8,6	29,3
27 Tondibiah	1966	12,3	25,6
28 Yantala I	1955	10,1	28,3
29 Yantala II	1971	8,8	30,7
30 Yantala III	1978	8	43,3
31 Yantala IV	1983	7,5	43,7
32 Yantala Bas	1990	9,9	25,3
33 Yantala Haut	1987	7,6	34,8
34 Yantala Recasement	1993	8,5	18
35 Zongo	1961	12,8	46,9
Moyenne public		8,4	33

ÉCOLE EXPÉRIMENTALE

36 Lazaret	1980	6	26,1
------------	------	---	------

ÉCOLES PRIVÉES

	création	exclusion	CFEPD
37 Adra Niger	1993	-	-
38 Hermann Gmeirer	1993	-	-
39 Lako	1966	-	74,5
40 Mission filles	1950	1,9	95,9
41 Mission garçons	1949	2,9	88,3
42 Mission Goudel	1951	5,4	64,5
43 Renaissance	1993	33,3	28,6
44 Samba Kano Boukoki	1982	1,2 ?	53,5
45 Samba Kano Yantala			54,7
46 Yasmina	1989		33,3
Moy. privé			76,9
MOYENNE I.E.P.D.		7,7	38,1

2. INSPECTION DE L'EX-DISTRICT III

ÉCOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

1 Abidjan I	1971	8,1	9,8
2 Abidjan II	1989	11,9	19
3 Balafon I	1960	8	32,6
4 Balafon II	1975	8,4	43,8
5 Bandabari I	1977	8	26,5
6 Bandabari II	1988	6,5	19,7
7 Château IX	1978	7,6	34,5
8 Garbado I	1985	7,6	28,8
9 Garbado II	1988	6,3	20,5
10 Kalley-Est I	1980	9,3	39,7
11 Kalley-Est II	1986	6,2	33,4
12 Kalley-Est III	1988	4,3	35,8
13 Kouado I	1974	8,4	27,4
14 Kouado II	1988	6,8	25,6
15 Kouado III	1992	10,2	26,8
16 Madina I	1979	8,2	27,4
17 Madina II	1981	6,3	43,5
18 Madina III	1991	6,2	27,7
19 Nouveaux Carrés	1976	7,6	39,7
20 Poudrière I	1971	7,2	45,3
21 Poudrière II	1976	8,7	38,4
22 Poudrière III	1985	5,1	38,7
23 Sabongari	1970	6,8	32,1
24 Talladjé I	1978	6	34,7
25 Talladjé II	1985	6,7	18,8
26 Talladjé III	1989	7,9	32
27 Wadata I	1986	6,4	37,1
28 Wadata II	1990	7,7	10
29 Zabarkane	1983	7,2	37,8
Moyenne public		7,3	32,8

ÉCOLES PRIVÉES

	création	exclusion	CFEPD	
30	Canada filles	1961	1	85,5
31	Canada garçons	1961	1,6	81,7
32	Croix rouge	1990	0,4	-
33	Humanité Annexe	1978	7,3	57,6
34	Imam Malick	1979	12,4	54,3
35	Sikia	1985	1,4	60,9
	Moyenne privé		3,6	67,9
	MOYENNE I.E.P.D.		4,1	36,9

3. EX-DISTRICT IV

ÉCOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

1	Aéroport I	1956	9,6	40,7
2	Aéroport II	1978	5,8	32,1
3	Aéroport III	1985	5,1	46,5
4	Aéroport IV	1987	8,9	31,4
5	Amirou Djibo	1939	7	59,6
6	Ballaré	1992	15,3	18,6
7	Banigoungou	1973	9,7	43,2
8	Gamkallé I	1953	9,1	34,2
9	Gamkallé II	1971	7,8	52,5
10	Gamkallé III	1980	6,7	37,6
11	Gamkallé IV	1988	8,3	15,5
12	Guériguindé	1980	10,4	28,9
13	Kalley	1948	6,5	68,1
14	Kongou-Gorou	1983	11	39
15	Kongou-Gonga	1987	4,5	32,2
16	Nouveau Marché	1961	6,5	47,3
17	Saga I	1966	6,8	43
18	Saga II	1985	7,1	27,9
19	Saga Gorou	1980	8,3	30,1
20	Sahel	1972	6,4	40,9
21	Terminus I	1961	6,9	49,5
22	Terminus II	1978	4,9	61,8
23	Wright		7,1	54,4
	Moy. public trad.		7,4	44

ÉCOLE EXPÉRIMENTALE

24	Gamkallé	1983	10,2	23,6
	MOYENNE I.E.P.D.		7,4	43,6

4. EX-DISTRICT V

ÉCOLES PUBLIQUES TRADITIONNELLES

	création	exclusion	CFEPD	
1	Banga Bana	1992	16,6	22,1
2	Gawèye I	1980	8,5	34,8
3	Gawèye II	1992	15,8	30,4
4	Karadjé	1987	9,1	35,8
5	Kirkissoye	1966	6	42
6	Lamordé I	1955	9,3	55,9
7	Lamordé II	1986	7,1	31,4
8	Néni-Goungou	1990	0,8	-
9	Nogaré	1981	5,5	50
10	Pont Kennedy	1985	6,5	45,2
11	Rive droite I	1974	7,8	39,1
12	Rive droite II	1981	5,7	40,9
13	Rive droite III	1986	4,5	32,1
14	Sagua	1966	9,8	41,5
15	Tassikonou	1988	7,4	34,1
MOYENNE I.E.P.D.		7,2	40,9	

5. INSPECTION FRANCO-ARABE

ÉCOLES PUBLIQUES

1	Banifandou	1993	-
2	Boukoki I	1971	26,2
3	Boukoki II	1986	35,6
4	Gamkallé	1993	-
5	Madina	1990	-
6	Nogaré	1992	-
7	Rive droite	1981	47,9
8	Talladjé	1991	-
9	Yantala	1992	-
Moyenne public			

ÉCOLES PRIVÉES

10	Aïr	1986	-
11	Al Amine		-
12	Al Kaira		-
13	Anassiria		53,4
14	Complexe Sidikou		-
15	Daawa	1986	79,2
16	Dar al Quran	1986	
17	Fraternité	1981	54,5
18	Mamar Touré I	1981	50,4
19	Mamar Touré II	1986	63,8
20	Nour al Dine	1981	16,7
21	Nour al Islam	1986	56,3
22	Réussite	1981	62,1
23	Saada	1986	50
24	Sabilou Alfalahi	1981	53
25	Sabilou Rachad	1986	75
26	Saguia	1990	-
27	Salfihatou	1987	60
28	Sambo Koara	1987	25
29	Sounati	1990	55,2
30	Waddou	1989	72,9
	Moyenne privé		55,6
	MOYENNE I.F./A.		44,9

**ANNEXE 3. CLASSEMENT GÉNÉRAL DES ÉCOLES
D'APRÈS LES MOYENNES AU CFEPD SUR NEUF ANS**

n°	Écoles	I.E.P.D.	Types d'écoles	Moyennes
1	Mission filles	II	priv. trad.	95,9
2	Mission garçons	II	priv. trad.	88,3
3	Canada filles	III	priv. trad.	85,5
4	Canada garçons	III	priv. trad.	81,7
5	Daawa	F.A.	priv.	79,2
6	Sabilou Rachad	F.A.	priv.	75,0
7	Lako	II	priv. trad.	74,5
8	Waddou	F.A.	priv.	72,9
9	Kalley	IV	publ. trad.	68,1
10	Mission Goudel	II	priv. trad.	64,5
11	Mamar Touré II	F.A.	priv.	63,8
12	Réussite	F.A.	priv.	62,1
13	Terminus II	IV	publ. trad.	61,8
14	Sikia	III	priv. trad.	60,9
15	Salfihatou	F.A.	priv.	60,0
16	Amirou Djibo	IV	publ. trad.	59,6
17	Humanité Annexe	III	priv. trad.	57,6
18	Nour al Islam	F.A.	priv.	56,3
19	Lamordé I	IV	publ. trad.	55,9
20	Cité C.N.S.S.	II	publ. trad.	55,8
21	Sounati	F.A.	priv.	55,2
22	Samba Kano Yantala	II	priv. trad.	54,7
23	Fraternité	F.A.	priv.	54,5
24	Wright	IV	publ. trad.	54,4
25	Imam Malick	III	priv. trad.	54,3
26	Samba Kano Boukoki	II	priv. trad.	53,5
27	Anassiria	F.A.	priv.	53,4
28	Sabilou Alfalahi	F.A.	priv.	53,0
29	Gamkallé II	IV	publ. trad.	52,5
30	Mamar Touré I	F.A.	priv.	50,4
31	Nogaré	IV	publ. trad.	50,0
32	Saada	F.A.	priv.	50,0
33	Goudel I	II	publ. trad.	49,7
34	Terminus I	IV	publ. trad.	49,5
35	Rive droite	F.A.	publ.	47,9
36	Nouveau Marché	IV	publ. trad.	47,3
37	Zongo	II	publ. trad.	46,9
38	Aéroport III	IV	publ. trad.	46,5
39	Poudrière I	III	publ. trad.	45,3
40	Pont Kennedy	IV	publ. trad.	45,2
41	Balafon II	III	publ. trad.	43,8
42	Yantala IV	II	publ. trad.	43,7
43	Lossogoungou	II	publ. trad.	43,5
44	Madina II	III	publ. trad.	43,5

Résultats scolaires du primaire à Niamey

45	Yantala III	II	publ. trad.	43,3
46	Banigoungou	IV	publ. trad.	43,2
47	Saga I	IV	publ. trad.	43,0
48	Gabagoura	II	publ. trad.	42,1
49	Kirkissoye	IV	publ. trad.	42,0
50	Sagua	IV	publ. trad.	41,5
51	Sahel	IV	publ. trad.	40,9
52	Rive droite II	IV	publ. trad.	40,9
53	Aéroport I	IV	publ. trad.	40,7
54	Kalley-Est I	III	publ. trad.	39,7
55	Nouveaux Carrés	III	publ. trad.	39,7
56	Rive droite I	IV	publ. trad.	39,1
57	Kongou-Gorou	IV	publ. trad.	39,0
58	Poudrière III	III	publ. trad.	38,7
59	Boukoki II	II	publ. trad.	38,6
60	Goudei II	II	publ. trad.	38,6
61	Poudrière II	III	publ. trad.	38,4
62	Zabarkane	III	publ. trad.	37,8
63	Gamkallé III	IV	publ. trad.	37,6
64	Wadata I	III	publ. trad.	37,1
65	Foulankouira I	II	publ. trad.	36,5
66	Kalley-Est III	III	publ. trad.	35,8
67	Karadjé	IV	publ. trad.	35,8
68	Boukoki II	F.A.	publ.	35,6
69	Yantala Haut	II	publ. trad.	34,8
70	Gawèye I	IV	publ. trad.	34,8
71	Talladjé I	III	publ. trad.	34,7
72	Château IX	III	publ. trad.	34,5
73	Gamkallé I	IV	publ. trad.	34,2
74	Diori I	II	publ. trad.	34,1
75	Tassikonou	IV	publ. trad.	34,1
76	Kalley-Est II	III	publ. trad.	33,4
77	Couronne Nord II	II	publ. trad.	33,3
78	Yasmina	II	priv. trad.	33,3
79	Dar-es-Salam	II	publ. trad.	32,8
80	Balafon I	III	publ. trad.	32,6
81	Kongou-Gonga	IV	publ. trad.	32,2
82	Sabongari	III	publ. trad.	32,1
83	Aéroport II	IV	publ. trad.	32,1
84	Rive droite III	IV	publ. trad.	32,1
85	Talladjé III	III	publ. trad.	32,0
86	Aéroport IV	IV	publ. trad.	31,4
87	Lamordé II	IV	publ. trad.	31,4
88	Boukoki IV	II	publ. trad.	31,0
89	Yantala II	II	publ. trad.	30,7
90	Gawèye II	IV	publ. trad.	30,4
91	Saga Gorou	IV	publ. trad.	30,1
92	Diori II	II	publ. trad.	29,3
93	Plateau	II	publ. trad.	29,3
94	Boukoki III	II	publ. trad.	29,1

95	Banizoumbou	II	publ. trad.	29,0
96	Guéringué	IV	publ. trad.	28,9
97	Garbado I	III	publ. trad.	28,8
98	Renaissance	II	priv. trad.	28,6
99	Yantala I	II	publ. trad.	28,3
100	Saga II	IV	publ. trad.	27,9
101	Boukoki I	II	publ. trad.	27,7
102	Madina III	III	publ. trad.	27,7
103	Kossèye	II	publ. trad.	27,5
104	Lazaret II	II	publ. trad.	27,5
105	Kouado I	III	publ. trad.	27,4
106	Madina I	III	publ. trad.	27,4
107	Foulankoira II	II	publ. trad.	27,1
108	Kouado III	III	publ. trad.	26,8
109	Bandabari I	III	publ. trad.	26,5
110	Lazaret I	II	publ. trad.	26,4
111	Boukoki I	F.A.	publ.	26,2
112	Lazaret	II	exp.	26,1
113	Tondibiah	II	publ. trad.	25,6
114	Kouado II	III	publ. trad.	25,6
115	Yantala Bas	II	publ. trad.	25,3
116	Sambo Koara	F.A.	priv.	25,0
117	Gamkallé	IV	exp.	23,6
118	Couronne Nord I	II	publ. trad.	23,5
119	Banga Bana	IV	publ. trad.	22,1
120	Koiramé	II	publ. trad.	20,5
121	Garbado II	III	publ. trad.	20,5
122	Bandabari II	III	publ. trad.	19,7
123	Koirakano	II	publ. trad.	19,4
124	Koiratégui	II	publ. trad.	19,0
125	Abidjan II	III	publ. trad.	19,0
126	Talladjé II	III	publ. trad.	18,8
127	Ballaré	IV	publ. trad.	18,6
128	Nour al Dine	F.A.	priv.	16,7
129	Gamkallé IV	IV	publ. trad.	15,5
130	Deizébon	II	publ. trad.	15,2
131	Banifandou I	II	publ. trad.	10,6
132	Wadata II	III	publ. trad.	10,0
133	Abidjan I	III	publ. trad.	9,8

Écoles non classées (sans résultats)

134	Yantala Recasement	II	publ. trad.
135	Adra Niger	II	priv. trad.
136	Hermann Gmeirer	II	priv. trad.
137	Croix rouge	III	priv. trad.
138	Néni-Goungou	IV	publ. trad.
139	Banifandou	F.A.	publ.
140	Gamkallé	F.A.	publ.
141	Madina	F.A.	publ.
142	Nogaré	F.A.	publ.
143	Talladjé	F.A.	publ.
144	Yantala	F.A.	publ.
145	Aïr	F.A.	priv.
146	Al Amine	F.A.	priv.
147	Al Kaira	F.A.	priv.
148	Complexe Sidikou	F.A.	priv.
149	Dar al Quran	F.A.	priv.
150	Sagua	F.A.	priv.